



14^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 14. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 19 novembre 2009 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 19. November 2009, 18.00 Uhr

Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2

Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2

Présents / Anwesend:

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Patrick Calegari, Marc Despont, Pablo Donzé, René Eschmann, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Urs Grob, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Werner Hadorn, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Thomas Lachat, Kerstin Lehniger, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Christian Löffel, Claire Magnin, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Hugo Rindlisbacher, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Fatima Simon, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Andreas Sutter, Anna Tanner, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Muriel Beck Kadima, Barbara Chevallier, Markus Habegger, Hans-Ulrich Köhli, Sabine Kronenberg, Joseline Marti-Stolz, Maurice Paronitti, Alain Pichard, Ariane Tonon

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

Silvia Steidle

Présidence / Vorsitz:

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte /	Page / Seite
216. Approbation de l'ordre du jour	645
217. Communications du Bureau du Conseil de ville	646
• Prolongations de délais	646
218. Approbation du procès-verbal (4 juin 2009 / n° 6)	646
219. 20090017 Plan financier 2010 – 2014 (années de planification et planification des investissements)	646
220. 20090170 Planification des investissements ESB 2010 - 2014	653
221. 20080398 Petits objets généraux du domaine de l'électricité 2009 / Crédit additionnel	655
222. 20090039 Système de vélos en libre service à Bienne / Crédit d'engagement.....	656
223. Motivation de l'urgence de la motion 20090381, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "Crèche à l'Esplanade!"	668
224. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090382, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste, "Heures d'ouvertures des bars sans interruption dans le secteur de la rue du Contrôle et de la rue Schöni"	668
225. 20090299 Acquisition de remplacement de 2 camions-bennes à ordures.....	669
226. 20090311 Aménagement de l'espace public du chemin de la rive du lac dans le secteur Beau-Rivage / Crédit d'étude.....	671
227. Motion urgente 20090186, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Rue de la Gare 20, combien de temps encore?"	675
228. Postulat urgent 20090210, Anna Tanner / Charlotte JS/PS, "Quel avenir pour les apprentis sortant de l'Administration municipale?"	677
229. Motion 20090247, Christoph Grupp, Verts Bienne, "La Ville de Bienne fait un geste positif contre la menace de chômage chez les jeunes!"	677
230. Motion urgente 20090245, Commission de gestion, "Organe municipal de contrôle des finances indépendant"	679
231. Motion urgente 20090185, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, "Standard MINERGIE-P® ou MINERGIE-P-ECO® pour la construction du nouveau bâtiment administratif municipal"	684
232. Postulat urgent interpartis 20090188, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, Niklaus Baltzer, SP, Stefan Kaufmann, FDP, Paul Blösch, EVP, Hans-Ulrich Köhli, PVL, "Délégué(e) au développement durable et à l'environnement"	685
233. Motion urgente 20090244, Max Wiher, Verts libéraux, "Variantes de raccordement pour l'orientation 0"	689
234. Postulat urgent 20090259, Hugo Rindlisbacher, Groupe UDC/PSL, "Construction bâclée? ou nouvel art selon les normes SIA?"	689
235. Motion urgente 20090283, Werner Hadorn, SP, "Une maison-tour sur l'Esplanade"	690
236. Interpellation 20090071, Commission des sports, "Les sociétés sportives disposeront-elle à tout moment de suffisamment d'installations extérieures durant les futurs travaux de construction et de transformation?"	692

237. Nouvelles interventions 695

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Je vous salue pour de cette séance du Conseil de ville. Elle a un ordre du jour très chargé. J'ai pris une cloche un peu plus grande et imposante. C'est la faute au Journal du Jura, qui avait signalé que je devrais donner de la voix et de la cloche pour tenir l'ordre du jour, ceci comme pensée du jour, au vu des affaires à traiter ce soir.

En introduction, j'aimerais vous rappeler que nous aurons une séance d'information sur le thème de l'Esplanade, dont vous avez déjà reçu l'invitation pour le 30 novembre 2009 à 18h00, dans cette salle.

Vous trouvez sur vos tables:

- Musée Schwab: Invitation au vernissage du livre "Je me sens d'ici – Tu es chez nous" le dimanche 20 décembre 2009 à 19h00, au Musée Schwab (avec bon de commande du livre)
- Flyer "16 Tage gegen Gewalt an Frauen" du 25.11. – 10.12.2009 (Organisation: Femmes pour la Paix)
- Graphiques de la planification financière (charges)

Près de la table de l'huissier, vous trouvez un vélo, tel qu'il sera, si nous acceptons le projet traité ce soir (point 7 de l'ordre du jour "Système de vélos en libre service à Bienne").

216. Approbation de l'ordre du jour

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous avons une proposition d'amendement du Groupe Forum.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum stellt den Antrag, das Traktandum 26 (Motion 20090247, Christoph Grupp, Grüne Biel, "Abwassertarife") gerade nach Traktandum 11 (Dringliches Postulat 20090210, Anna Tanner und Charlotte Garbani, Juso / PS, "Welche Zukunft für Lernende, die die Stadtverwaltung verlassen?") zu behandeln, weil unserer Ansicht nach zwischen den beiden Vorstössen ein grosser Zusammenhang besteht.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Y a-t-il d'autres propositions d'amendement concernant l'ordre du jour? Ce n'est pas le cas. Nous allons donc voter la proposition d'amendement du Groupe Forum, c'est à dire de traiter le point 26 (Motion 20090247, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, "La Ville de Bienne fait un geste positif contre la menace de chômage chez les jeunes!") après le point 11 (Postulat urgent 20090210, Anna Tanner / Charlotte Garbani, JS/PS, "Quel avenir pour les apprentis sortant de l'Administration municipale).

Vote

La proposition d'amendement du Groupe Forum est acceptée.

217. Communications du Bureau du Conseil de ville

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Vous avez peut-être appris que Madame Thérèse Käppeli, engagée au Secrétariat parlementaire, va quitter sa fonction fin décembre. Elle prendra une nouvelle orientation professionnelle. Nous lui souhaitons plein succès pour son avenir.

Vous avez reçu l'invitation pour le repas de Noël. Il aura lieu le 17 décembre 2009. Nous vous prions de vous inscrire assez tôt, afin que nous puissions organiser cette soirée le plus parfaitement possible.

Les Conseillers/Conseillères de ville ont été priés de remettre au Secrétariat parlementaire un ou plusieurs bulletins de versement. Si ce n'est pas fait, je vous prie de combler cette lacune. Il en va du versement des jetons de présence, bien évidemment.

Nous ferons une pause vers 19h45-20h00. Si nous n'avons pas épuisé l'ordre du jour, nous tiendrons séance jusqu'aux alentours de 23h00.

Prolongations de délais

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Das Stadtratsbüro beschloss im Zirkularverfahren Fristverlängerung für folgende Vorstösse:

- Interpellation 20090145, Urs Grob, SVP, "Mangelhafte Baurechtsverträge": **bis 18. März 2010.**
- Interpellation 20090258, Christoph Grupp, Grüne, "Westlicher Abschluss des Elfenauparks": **bis 25. Februar 2010.**

218. Approbation du procès-verbal (4 juin 2009 / n° 6)

Le procès-verbal n° 6 est approuvé tacitement.

219. 20090017 Plan financier 2010 - 2014 (années de planification et planification des investissements)

Liechti Gertsch Teres, GPK: Was die Beschlussfassung zur Finanzplanung anbelangt, wie sie der Gemeinderat dem Stadtrat vorschlägt, werde ich mich namens der GPK sehr kurz fassen: Die GPK schlägt Ihnen vor, dem Beschlussesentwurf auf Seite 34 zu folgen. Die GPK möchte aber darauf aufmerksam machen, dass der Beschlussesentwurf dieses Jahr anders lautet als in den Vorjahren. Die Kenntnisnahme von Finanzplan und Investitionsplanung wird auseinander genommen, wie auf Seite 34 der Finanzplanung ersichtlich ist. Bis anhin gab es jeweils einen gemeinsamen Beschlussesentwurf für Finanz- und Investitionsplan. Dieses Jahr gilt die Standardformulierung: "Der Stadtrat nimmt Kenntnis von der

Investitionsplanung" nur noch für die Investitionsplanung, Ziffer 2, Seite 34. Für die Finanzplanung hingegen schlägt der Gemeinderat den Beschluss in einer neuen Formulierung vor: "Der Stadtrat nimmt Kenntnis davon, dass der Gemeinderat die Finanzdirektion beauftragt hat, die Finanzplanung zu überarbeiten." Die GPK nimmt sehr bewusst Kenntnis von dieser neuen Formulierung und sie heisst explizit die transparente Haltung des Gemeinderats gut. Der Gemeinderat weist darauf hin, dass er die vorliegenden Zahlen unkommentiert lässt und durch neue ersetzt wird, da er dieses Jahr die Finanzplanung aktiv überarbeiten will. Dies wird sicher in die kommenden Budgetierungen einfließen, was auch Sinn macht. Die GPK findet diese Überlegungen richtig und heisst die neue Formulierung explizit gut.

Bis hierher ist das genau das Votum, welches ich auch in der Oktobersitzung gehalten hätte, wenn dieses Traktandum nicht verschoben worden wäre. Nun habe ich aber noch die Gelegenheit, etwas anzufügen: Es geht ja um das Wie weiter in der Finanzplanung und um die folgenden Budgets. Herr Stöckli als Finanzdirektor sagte in der Budgetdebatte im Oktober 2009 mehrmals, er sehe eine Notwendigkeit, die GPK im nächsten Budgetprozess und in der ganzen Finanzplanung frühzeitig zu kontaktieren. Herr Moser empfahl in seinem Votum ebenfalls ein solches Vorgehen. Die GPK ist selbstverständlich gesprächsbereit und wartet auf Signale des Gemeinderats. Im Hinblick auf die heutige Stadtratssitzung war dieses Thema auch an der letzten GPK-Sitzung traktandiert. Die GPK diskutierte darüber, was überhaupt für die zukünftige Zusammenarbeit zwischen Legislative und Exekutive im Budgetierungs- und Finanzplanungsprozess empfehlenswert wäre. Sie hat dafür Verständnis, dass der Gemeinderat als Reaktion auf die Anträge aus der GPK meinte, nächstes Jahr müsse diese früher einbezogen werden. Zwei Dinge sind dabei aber zu beachten:

1. Es war nicht nur die GPK, welche dem Gemeinderat nicht folgte, sondern das ganze Parlament. Deshalb würde es wohl kaum zum Ziel führen, wenn nur die GPK besser einbezogen würde.
2. Die GPK bleibt trotz ihrer Rolle als vorberatende Kommission, welche sie auch vornimmt, das Kontrollorgan und kann deshalb nicht allzu stark in den Budgetierungsprozess eingebunden werden.
3. Die GPK empfiehlt deshalb dem Gemeinderat zu überlegen, wie das ganze Parlament und die Fraktionen besser und frühzeitig in den Budgetierungsprozess einbezogen werden könnten. Als Beitrag zu dieser Diskussion liegt ja bereits eine grafische Vorlage von Alain Nicati, Fraktion Forum, auf. Die Fraktionen nehmen also bereits Anteil an der Finanzplanung. Diese Tatsache sollte genutzt werden. Die GPK wäre ihrerseits bereit, einige Inputs zu liefern. Im Moment erwartet sie einerseits das Signal des Gemeinderats, andererseits wird sie aber auch mit dem einen oder anderen Input auf den Gemeinderat zugehen.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Ich weiss nicht, wie viele Parlamentsmitglieder die Finanz- und Investitionsplanung noch präsent haben. Sie musste ja bereits während den Ferien bearbeitet werden und das ist schon lange her. Zusammenfassend kann ich sagen, dass zurzeit viele Begehren in der Investitionsplanung angemeldet sind. Einige sind bereits seit Jahren vorgesehen, vereinzelt wurden auch neue Posten aufgenommen. Ich denke dabei an die Tagesschulen Sahligut und Madretsch, die Basisstufe Peuplier, die Sanierung des Kinderheims Stern im Ried und einige andere. Alle angemeldeten Begehren beanspruchen für sich Wichtigkeit und Dringlichkeit, die meisten figurieren jedoch in der vierten Prioritätsstufe. Diese beinhaltet Projekte,

welche realisiert werden sollen. Nur ein kleiner Teil schafft den Sprung in die dritte, zweite oder sogar erste Priorität rasch. Ein Blick auf die Planjahre 2010-2014 zeigt, dass für den Bereich Verwaltung insgesamt 183 Projekte eingetragen sind, davon 135 in der vierten Priorität. Etliche Projekte dieser Kategorie, welche schon lange angemeldet sind, wurden auf der zeitlichen Achse wieder nach hinten verschoben oder in Spezialfinanzierungen transferiert. Andere, wie beispielsweise die Gesamtanierung Dufour, konnten sich erfreulicherweise halten und - oh Wunder - das Kinderheim Stern im Ried wird von 2011 auf Anfang 2010 vorgezogen. Diese Transfers und zeitlichen Verschiebungen sind nichts Neues. Es ist klar, dass nicht alle Sanierungen von Schulhäusern, Altersheimen, Krippen, Turnhallen und die Realisierung von städtischen Grossprojekten gleichzeitig erfolgen können und dass eine minimale zeitliche Staffelung nötig ist. Die zeitliche Verzögerung trifft aber immer wieder bauliche Projekte im Bereich der sozialen Institutionen wie Schulen, Krippen und Altersheime. Ich erinnere aber auch an das Theaterfoyer und an die CTS. Es müsste geklärt werden, wie lange diese Verzögerungen möglich sind, ohne die Leistungs- und Konkurrenzfähigkeit der einzelnen Institutionen zu gefährden. Dabei denke ich vor allem an die CTS, die Plänketurnhalle, das Altersheim Cristal oder die Krippe Bubenbergr. Seitens Gemeinderats müsste auch geklärt werden, wie weit städtische Grossprojekte die kleineren, aber ebenso wichtigen Projekte auf die hinteren Ränge verweisen.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Selon le rapport du Conseil municipal, page 2, chiffre 2 "Unter Planung ist ein systematisches Vorgehen zur optimalen Gestaltung der gesamten zukünftigen Verwaltungstätigkeit zu verstehen". Le Groupe Forum a représenté graphiquement l'ensemble des valeurs des différents secteurs, ce que vous avez sous les yeux. Nous voulions suspendre ces graphiques dans la salle, mais où? C'est la raison pour laquelle ils sont sur vos tables (Voir l'annexe n° 1 au procès-verbal n° 14 du 19 novembre 2009). Le dessin du bas représente les produits (Ertrag). La courbe verte (Vermögen Ertrag) représente principalement les gains de fortune. Vous constatez une forte augmentation entre 2006 et 2007. La courbe violette (Steuern) représente une montagne: une pointe qui est arrivée juste après l'augmentation de la courbe jaune, pourquoi? Dans la courbe jaune, il y a eu beaucoup de ventes de terrains et dans la courbe violette, un paiement d'impôts retardé important a été fait. C'est de là que sont sortis les miracles de bouclage, pour les années 2007 et 2008. La Ville a eu des rentrées non prévues qui ont largement soutenues les finances de Bienne. Seulement, il n'est pas du tout certain que cette situation se reproduise.

Si nous suivons ces courbes pour 2009 et les années suivantes, la situation économique va sérieusement freiner la répartition des profits. J'aimerais préciser, que les données du Conseil municipal sont relativement justes, car vous n'avez pas dans ces courbes des escaliers ou des décrochements. C'est vraiment ainsi que ça se passe et que ça se passera. La Ville aura des difficultés avec les réserves, vraisemblablement depuis 2011. La montagne rose foncée (financements spéciaux) peut être sollicitée maintenant, en 2009-2010, mais après? Cette montagne rose qui disparaît, cela veut dire qu'à partir de 2011, il n'y aura plus de réserves dans les financements spéciaux, pour soutenir les dépenses de Bienne. Le petit dessin qui se trouve entre les deux graphiques, à droite démontre que si on met les profits devant les coûts, il y a un trou, car les profits sont plus faibles depuis 2010 que les coûts. Il va manquer des possibilités de couvrir les coûts avec les profits.

Si vous prenez le graphique du haut de la page (charges), la planification suit les mêmes tendances que les quatre dernières années. La courbe violette (charges du personnel) est relativement stable, à part qu'il faudra tenir compte du renchérissement. La courbe verte (Sachaufwand) augmente régulièrement. Dans ce poste, les charges de personnel, qui ne travaille pas dans l'Administration (Securitas, etc.), sont répertoriées. Nous constatons cette augmentation du "Sachaufwand", à droite du graphique, juste au moment où les finances commencent à diminuer dans les profits. Les "eigene Beiträge" (courbe orange) sont en partie remboursés par le Canton, ce que nous a dit avec raison, notre Directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture. La courbe rose pâle représente les amortissements. Ils sont provoqués par l'utilisation des financements spéciaux. Lorsque des financements spéciaux sont utilisés ils doivent être amortis la même année ou il faut décider d'augmenter la dette. Évidemment, cela charge à nouveau les dépenses.

L'ensemble de cette situation a conduit le Groupe Forum à déposer une motion afin que, dès à présent, une étude soit réalisée afin que le Budget 2011 puisse être abordé, sans avoir des difficultés non supportables pour la Ville de Bienne. Dans cette situation, tous les grands esprits de ce monde se rencontrent. Je cite un premier ministre britannique, John Major: *"Il y a trois manières de combler le fossé fiscal et de rembourser la dette: la croissance, la réduction des dépenses et les hausses d'impôts"*. Hans Stöckli l'avait dit avant lui: *"Économiser pour investir et développer"*. Ce sera certainement difficile, car il faut arriver, pour Bienne, à tirer de chaque dépense de cinq franc, un rendement de six francs. C'est-à-dire qu'il faut combler la différence entre les coups et les profits. L'augmentation des profits dans une période actuelle ne sera pas évidente, mais il faut toutefois essayer de le faire. D'ailleurs, la réduction des coûts ne sera pas évident non plus.

Concernant la motion du Groupe Forum, dans une période de deux ou trois mois, elle permettra de saisir rapidement les domaines que nous devons examiner. Ensuite, en juin 2010, en même temps que les comptes, il s'agira de savoir tout ce qui mérite d'être étudié pour avoir, jusqu'à fin août 2010, les éléments d'un budget acceptable pour 2011 avec évidemment des incertitudes. Un budget ne peut pas être fait qu'avec des certitudes. C'est de tout cela qu'il s'agit pour construire l'avenir financier de la Ville de Bienne. Un soir, j'ai essayé de mettre des croix dans le Budget 2010, à l'endroit où il pourrait y avoir des diminutions des coûts ou des augmentations de profits. Au départ, je me suis dit que je ne pourrai rien trouver. Puis, je suis arrivé à environ une quinzaine de millions dans les frais et une quinzaine de millions dans les profits. Cela mérite que nous ouvrons le cahier pour voir ce que nous pourrions faire! Si nous voulons réaliser, par exemple, le projet Esplanade, il faudra que nous trouvions des moyens supplémentaires dans le fonctionnement de nos finances.

Bienne a une image dynamique et conquérante et nous devons la garder. Cette image ne doit pas nous conduire à des déficits insurmontables. Le nouveau plan financier, auquel toute l'Administration de Bienne doit collaborer, doit permettre, pièce par pièce, tout au long de l'année 2010, d'approcher un budget utilisable. Je pense que ce plan financier, lorsqu'il aura été rectifié, sera la clé de voûte de notre futur. Je termine, en citant le Conseil municipal dans un rapport, que vous allez prochainement recevoir, parlant de l'Esplanade: *"La situation financière de plus en plus tendue de la*

Ville de Bienne accentue la nécessité d'agender ces questions: est-il possible d'optimiser encore l'organisation administrative? Le portefeuille de l'Administration municipale est-il encore conforme à notre époque? Les tâches sont-elles accomplies dans le sens et dans la mission avec des moyens efficaces? Peut-on renoncer à l'accomplissement de certaines tâches?". Je m'arrête ici afin de ne pas lire tout le rapport. Cela fait chaud au cœur, au moment où le Conseil de ville se penche sur ces problèmes, de voir que le Conseil municipal a compris, en même temps que nous, que c'était un problème important. Je vous remercie de votre attention.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne Biel: Im Namen der Fraktion Grüne Biel danke ich dem Gemeinderat für die umfassende und fundierte Finanzplanung 2010-2014. Auch wenn vielleicht der Eindruck entsteht, dass die eine oder andere Formulierung nicht ganz objektiv ausgefallen sei, hat das Papier eine klare Botschaft: die Wirtschaftskrise ist da, dem steigenden Defizit und der angespannten Situation der Stadt Biel muss begegnet werden.

Es ist natürlich schon so: nach der mehrfachen Budgetierung von Fehlbeträgen in den vergangenen Jahren, welche regelmässig von Mitteilungen über erfolgreich abgeschlossene Rechnungen gefolgt wurden, fehlt nun etwas der Glaube an eine schwierige Situation. Wenn immer "Fürio" gerufen wird, ohne dass es brennt, entsteht ein Glaubwürdigkeitsproblem. Deshalb gestehe ich ein, dass auch ich in den letzten Jahren zu denjenigen Bürgern gehörte, welche an der Urne Mühe hatten, dem Budget zuzustimmen.

Heute ist die Situation aber tatsächlich anders. Die Finanzen werden die Stadt in Zukunft stark beschäftigen. Deshalb ist es umso wichtiger, jetzt kurz Rückschau zu halten und sich die momentane Situation zu vergegenwärtigen: In den letzten zehn Jahren hatte die Stadt einen Selbstfinanzierungsgrad von durchschnittlich 170%. Jahr für Jahr konnten im Durchschnitt bis gegen 40% den Eigenmitteln zugewiesen werden. Dadurch konnten nicht nur problemlos umfangreiche und wichtige Investitionen getätigt werden, es konnten auch sämtliche Schulden getilgt und sogar ein erhebliches Vermögen angehäuft werden. Für ein Gemeinwesen ist das eine sehr gute Ausgangslage angesichts dieser Krisensituation. Deshalb ist den Verantwortlichen für ihre bisherige Umsicht zu danken. Gemäss Unterlagen muss für das kommende Jahr mit einem Nettoselbstfinanzierungsgrad von -15,7% gerechnet werden. Laut kantonaler Nomenklatur ist dies jedoch immer noch ein Selbstfinanzierungsgrad von 85% und kann gemäss den kantonalen Richtlinien als gut bezeichnet werden.

Gerade im Hinblick auf die Vergangenheit ist die Fraktion Grüne Biel der Meinung, dass im Moment sicher Umsicht, aber nicht Alarmismus angebracht ist. Es ist nicht die Aufgabe der öffentlichen Hand, Gewinne zu erwirtschaften. Sie soll vielmehr gute Bedingungen bieten für Private, für die Wirtschaft, für alle, die in dieser Region aktiv sind. Angesichts der Krise ist es unter Umständen sogar die Aufgabe der öffentlichen Hand, den negativen Folgen, welche auf die Stadt zukommen werden, mit allen Möglichkeiten entgegenzuwirken, sich also antizyklisch zu verhalten. Dies bedeutet unter Umständen auch Mehrausgaben statt Sparmassnahmen, zumindest in gewissen Bereichen. Es wird sogar in Kauf genommen, und das ist aus Sicht der Fraktion Grüne Biel eher un schön, dass die öffentliche Hand für Schulden aus der Finanzwelt geradestehen muss, welche zum Teil durch wirtschaftliche

Grobfahrlässigkeit entstanden sind. Anders gesagt, die öffentliche Hand übernimmt die Schulden der Privaten. Das ist unschön, häufig auch verbunden mit einer Umverteilung von unten nach oben. Wie gesagt, ist angesichts der Krise, wie sie heute besteht und der ansteigenden Arbeitslosigkeit, ein antizyklisches Verhalten notwendig. Biel ist für eine solche Politik gut gerüstet. Falls die Mittel knapp werden sollten, wären aus Sicht der Fraktion Grüne Biel auch eine massvolle, kurzzeitige Verschuldung sowie eine Änderung des Steuerfusses keine Tabus. Dies steht aber zum Glück heute noch nicht zur Debatte.

Was die einzelnen Projekte der Investitionsplanung angeht, übt die Fraktion Grüne Biel keine Kritik. Sie dankt für die umfangreiche Planung und Voraussicht. Wegen den Kennzahlen, welche ab 2011 auf die Stadt zukommen, fragt sie sich allerdings, ob es tatsächlich möglich und sinnvoll ist, ein Projekt wie Esplanade in diesem Tempo voranzutreiben. Kann sich das die Stadt leisten? Dies umso mehr, als die Fraktion Grüne Biel den in Aussicht gestellten Spareffekten nicht ganz glaubt, jedenfalls nicht vom Umfang her. Vielleicht müsste sogar Ähnliches zum Stadionprojekt gesagt werden. Betrachtet man das Budget 2010, gibt es tatsächlich sehr grosse Investitionen in die Stades de Bienne, welche dann auch einen grossen Teil des Budgetdefizits verursachen. Dort wurden jedoch Verpflichtungen eingegangen und es gibt kein Zurück mehr. Zusammengefasst: Die Fraktion Grüne Biel nimmt mit einer gewissen Besorgnis, aber sicher ohne Panik Kenntnis von der Situation. Sie dankt der zuständigen Direktion für die Finanzplanung und empfiehlt dem Beschluss des Gemeinderats zuzustimmen.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich danke für die über alles betrachtete positive Aufnahme der Finanz- und Investitionsplanung. Der Stadtrat ist sich bewusst, dass nach zehn guten Jahren die Lage nun schwieriger ist. Dadurch wird es nötig, zwar nicht in panischer, aber doch in verantwortungsvoller Manier umzudenken. Es stimmt, die roten Budgetzahlen der letzten zehn Jahre haben sich jeweils nicht bewahrheitet und die Rechnungen konnten immer positiv abgeschlossen werden. Die Feuerwehr muss jedoch nach zehn Fehlalarmen beim elften Mal ausrücken und löschen. Diese Pflicht hat auch der Stadtrat.

Es ist bereits jetzt klar, dass die Rechnungen 2009 und 2010 mit roten Zahlen abschliessen werden. Dies hat den Gemeinderat dazu veranlasst, die Investitionsplanung 2010-2014 nochmals zu überarbeiten und der GPK und dem Stadtrat rechtzeitig zu unterbreiten. Nach der Budgetdebatte vor einem Monat wurde die Finanzsituation erheblich verschlechtert. Die beschlossenen CHF 1,5 Mio. Mehrausgaben werden auch Auswirkungen auf die kommenden Jahre haben. Der Gemeinderat ist daran, über die vorgesehenen Instrumente zur Erarbeitung des Budgets zu diskutieren. Im Geschäftsbericht 2008 wurde über den Projektstand und die Risiken im Detail informiert. Im Juni 2009 nahm dies niemand richtig zur Kenntnis, obschon es schwarz auf weiss dargelegt wurde. Die einen Risiken werden eintreffen, die anderen weniger stark, insgesamt wird es aber sicher schwieriger. Ich kann mir durchaus vorstellen, dass für die Erstellung kommender Budgets auch der Stadtrat rechtzeitig dazu eingeladen werden wird, seine Haltung zu definieren und in Szenarien zu arbeiten. So läge die Verantwortung nicht nur beim Gemeinderat. Wie Herr Nicati gesagt hat, muss sich auch der Stadtrat bewusst werden, dass mit den finanziellen Mitteln sorgsam umgegangen werden muss, und zwar nicht nur bei der Planung, sondern auch beim Budget.

Die heutige Ausgangslage ist tatsächlich gut, das ist richtig. Biel gehört zu den Städten, die finanziell gut dastehen. Das gibt eine sichere Basis, um die kommenden schweren Zeiten besser angehen zu können. Leider, Herr Grupp, ist es natürlich schon nicht so, dass Biel keine Schulden mehr hat. Diese belaufen sich auf rund CHF 400 Mio. Die Stadt hat aber auch sehr viel Vermögen. Die ungedeckte Schuld konnte gewaltig abgebaut werden. Auch in diesem Bereich gehört Biel zu den Besten in der Schweiz.

Die Überarbeitung der Finanzplanung wird im Gemeinderat diskutiert werden, deshalb kann ich noch keine näheren Angaben machen. Es ist aber klar, dass versucht wird, alle Projekte auch zu finanzieren. Die GPK hat festgestellt, dass die einen oder anderen Projekte wieder verschoben werden mussten. Ich möchte jedoch darauf aufmerksam machen, dass in der Stadt Biel wie noch nie gebaut wird. Es sind unglaublich viele Investitionsprojekte in der Realisierungsphase. Schauen Sie sich in der Stadt um, es hat neue Turnhallen, Schulhäuser, Werkhöfe, Strassen, alles Werke, welche im Baustadium sind und auch künftig gebaut werden sollen. Ich höre sogar manchmal den Vorwurf, die Stadt mache zu viel. Ich nehme aber gerne zur Kenntnis, dass noch mehr gemacht werden sollte. Die Schulhaussanierungen sind im Finanzplan vorgesehen und dank den Spezialfinanzierungen auch realisierbar. Herr Grupp, die Stadien sind vollkommen spezialfinanziert. Der Verwaltungsaufwand und die Finanzrechnung der Stadt werden insgesamt nicht belastet. Die Investition in die Stadien ist der bestmögliche Impuls für unsere Region. Zum Glück ist die Finanzierung sichergestellt. Natürlich hoffe ich, dass auch der Kanton seine Verpflichtung wahrnehmen wird. Es wurden auch Grossprojekte wie die Esplanade angesprochen. Darüber wird der Stadtrat in der nächsten Sitzung diskutieren müssen. Es ist klar das Ziel, dass die geplanten Investitionen zu einer Verbesserung des Finanzhaushaltes führen sollten. Um dies darzulegen, sind die entsprechenden Projektierungskredite nötig.

Insgesamt ist die finanzielle Situation der Stadt gestern und heute erfreulich. Heute und morgen wird sie jedoch angespannt sein, das ist klar. Unliebsame Massnahmen werden getroffen werden müssen, so wie das auch der Kanton und der Bund tun. Ich erinnere daran, dass der Bund im März ein sehr weitgehendes Sparprogramm durchführen wird. Das Bundesparlament war diesbezüglich sehr schnell. Auch der Kanton hat bereits verschiedene Massnahmen eingeleitet und unsere Nachbarstädte sind daran, entsprechende Sparprogramme auf die Beine zu stellen. So wird auch Biel nicht darum herum kommen, das zu tun. Sicher ist es sinnvoll, rechtzeitig und umfassend zu versuchen, die schwierige Zeit positiv zu überstehen und mit den Finanzen so umzugehen, dass gespart wird, um zu investieren. Dies war in der Vergangenheit der Schlüssel zum Erfolg und soll auch in Zukunft so bleiben. Ich empfehle dem Stadtrat, den Beschlüssen des Gemeinderats zuzustimmen.

Vote

S'appuyant sur l'article 54, chiffre 3, lettre c du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le Conseil de ville prend connaissance du fait que le Conseil municipal a chargé la Direction des finances de remanier la planification financière.
2. Le Conseil de ville prend connaissance de la planification des investissements.

220. 20090170 Planification des investissements ESB 2010 - 2014

Liechti Gertsch Teres, GPK: Herr Grivel musste sich heute Morgen kurzfristig für den ersten Teil der Sitzung entschuldigen. Er hat mich gebeten, die GPK an seiner Stelle zu vertreten und seine Stellungnahme zu verlesen (pour ne pas diminuer plus de pourcentage de prise de parole en français, avec l'accent allémanique, c'est clair). Effektiv habe ich noch etwas geübt, denn Begriffe wie "concept d'approvisionnement électrique de secours autonome pour ESB" sind für uns DeutschschweizerInnen nicht ganz einfach auszusprechen. Eine Bemerkung voraus: Die GPK ist zurzeit auf verschiedenen Ebenen in engem Kontakt mit dem ESB. Hier geht es ja um die grundsätzliche Kenntnisnahme der Finanzplanung des ESB und die GPK wird sich kurz fassen.

La Commission de gestion s'est penchée sur le document "Planification des investissements ESB 2010-2014". Elle apporte les commentaires suivants. Il existe deux obligations légales:

- a) Séparation des activités comptables dans le domaine commercial "Électricité" selon la Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI; RS 734.7). Dabei handelt es sich um das sogenannte "unbundling" (Entflechtung) innerhalb der Buchhaltung ESB.
- b) Prescriptions fédérales à caractère obligatoires (LApEI et OApEI) ayant des répercussions financières pour la Ville (moins de recettes). ESB doit tenir compte de ces obligations légales.

Dans un deuxième temps, ESB désire s'engager dans la communication, via le réseau de fibres optiques (darüber wird die Sicherheitsdirektorin vielleicht noch informieren, die Politik zu den Glasfasern interessiert ja alle). En électricité: construire une nouvelle sous-station dans les Champs-de-Boujean, en raison de l'arrivée des Stades de Bienne, participer à la rénovation de la centrale hydro-électrique d'Hagneck et à la mise en place d'un concept d'approvisionnement électrique de secours autonome pour ESB. En gaz: finir les travaux d'assainissement des conduites en fonte. En eau: rénover le réseau vétuste d'eau à Nidau et augmenter la capacité de la conduite d'eau du lac, datant de 1991.

La Commission de gestion a pris connaissance de cette planification et vous la recommande. Die GPK empfiehlt Kenntnisnahme. Merci de votre attention.

Grob Urs, Fraktion SVP plus: Die Fraktion SVP plus nimmt diesen Bericht gerne zur Kenntnis. Sie ist in grossen Teilen damit einverstanden. Der ESB will investieren. Die Fraktion SVP plus begrüsst es, dass die inskünftigen Ablieferungen an die Stadt tiefer ausfallen werden. Dieser Schritt war längst fällig und das Geld kann sinnvoller investiert werden. Die Fraktion SVP plus möchte weitere Informationen zum Glasfasernetz, da ein attraktiver Wirtschaftsstandort ein attraktives Netz braucht.

Ebenfalls ist es wichtig, dass der Eigenversorgungsgrad des ESB erhöht wird, wie dies vorgesehen ist. Auch dazu möchte die Fraktion SVP plus weitere Angaben.

Despont Marc, au nom du Groupe Forum: Le Groupe Forum remercie ESB de ce rapport détaillé. Nous saluons le fait que la conduite de gaz et d'eau soient assainies en même temps et au bord de la route, pour ne pas entraver le trafic. Cela nous fait bien plaisir! Cependant, le Groupe Forum se pose une question concernant la station de gaz pour les véhicules à gaz. Est-ce vraiment nécessaire de construire une deuxième station de gaz à Bienne? Je précise que plusieurs membres de notre Groupe possèdent des voitures à gaz et nous soutenons cela. La semaine prochaine la station de gaz sera fermée. Elle sera transformée, afin que le processus de remplissage des réservoirs aille plus vite. Je trouverais judicieux de décaler la station du gaz du secteur diesel et essence, cela réduirait les temps d'attente. Je serais content si Madame Schwickert pourrait nous donner de petites explications. Merci.

Schwickert Barbara, Sicherheitsdirektorin: Besten Dank für die gute Aufnahme der Investitionsplanung der Sicherheitsdirektion. Es läuft Vieles. Ob wirklich sämtliche Projekte realisiert werden können, wird sich zeigen. Es ist ja erst eine Investitionsplanung. Ich beginne gerne hinten bei den Gastankstellen. Braucht es eine zweite Gastankstelle und kostet sie wirklich CHF 1 Mio.? Diese Frage wurde zwar nicht gestellt, aber ich stelle sie. Die Investitionsplanung wurde im Frühling 2009 vorgenommen. Verschiedene Geschäfte haben sich in der Zwischenzeit weiterentwickelt. Im Bezug auf die Gastankstellen lässt sich sagen, dass jetzt geprüft wird, ob es überhaupt eine zweite braucht. Sie wird nur realisiert, wenn ein Bedürfnis dafür vorhanden ist. Sicher würde sie nicht CHF 1 Mio. kosten, das ist zu viel. Seit dem Frühling haben sich zwei Parameter geändert. Zum einen wissen wir heute, dass der Gasverbund Mittelland die ersten 100 Gastankstellen in der Schweiz unterstützt und bereit wäre, auch in Biel eine zweite Tankstelle zu subventionieren. Zum zweiten wäre diese weitere Tankstelle nicht eine Einzelstation, sondern eine, die bei einer normalen Tankstelle angegliedert wäre. Dies würde auch helfen, Kosten zu senken. Die erste Gastankstelle ist sehr gut ausgelastet. Die zweite Gastankstelle wäre sicher nicht in der Innenstadt, im Moment wird von einem Standort am östlichen Stadtrand in der Nähe der Autobahn ausgegangen. Wie gesagt, wird sie aber nur realisiert, wenn ein Bedürfnis nachgewiesen werden kann.

Zum Glasfasernetz kann ich nur wiederholen, was der Gemeinderat bereits geschrieben hat. Im Moment laufen Abklärungen und es könnte unter Umständen eine grössere Investition auf die Stadt zukommen. Deren Umfang ist jedoch im Moment noch nicht bezifferbar. Ein Glasfasernetz ist eine sehr komplexe Sache, nicht nur technisch sondern auch in der Zusammenarbeit mit möglichen Partnern. Es kommt sehr darauf an, wie die verschiedenen Verträge aussehen werden, so dass es für die Stadt auch eine wirtschaftliche Angelegenheit werden könnte. Verschiedene Städte sind daran, solche Verträge auszuhandeln. Die einzige Stadt, die im Moment mit der Swisscom einen Vertrag hat, ist St. Gallen. Über den schweizerischen Städteverband ist Biel mit diesen Städten vernetzt. Biel möchte keinen Alleingang. Es ist wichtig, ähnliche Konditionen wie andere Städte zu erhalten. Sobald das Geschäft so weit ist, wird der Gemeinderat im Stadtrat darüber informieren. Wie den Medien zu entnehmen war, hat der Gemeinderat jedoch bereits einen Kredit gesprochen, wenn ich mich nicht irre handelt es sich um CHF 170'000.-. Damit können weitere Detailabklärungen gemacht werden. Diese sind wichtig, damit sich die Stadt nicht auf

ein finanzielles Abenteuer einlassen muss. Dass das Glasfasernetz, in welcher Form auch immer, Sinn macht, ist unbestritten. Es stimmt, dass ein solches Netz auch ein Beitrag an die Standortattraktivität ist.

Zum Eigenversorgungsbeitrag des ESB bin ich froh, dass dieser in der Finanzplanung enthalten ist. Es wurde bereits offen gelegt, dass nur 20% Eigenproduktion sind und 80% der Energie eingekauft werden muss. Dies bedeutet eine relativ grosse Abhängigkeit. Es ist daher richtig, zu prüfen, wie der Eigenversorgungsgrad gesteigert werden könnte. Im Moment ist es für Resultate noch zu früh. Es werden verschiedene Wege geprüft, auch die Wirtschaftlichkeit muss immer wieder berücksichtigt werden. Hagneck wurde erwähnt und ist in der Investitionsplanung enthalten. Dies wäre natürlich ein solcher Beitrag, denn mit dem Neubau könnten wahrscheinlich rund 40% mehr Energie erzeugt werden. Dies würde natürlich zu einer Verbesserung des Eigenversorgungsgrades führen. Es werden aber auch andere Abklärungen gemacht, die aber im Moment noch nicht spruchreif sind.

Vu le rapport du Conseil municipal du 21 août 2009 concernant la "Planification des investissements ESB 2010 – 2014", et s'appuyant sur l'art. 54, ch. 3, let c, du Règlement de la ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1) ainsi que sur l'art. 18, al. 1 de l'Ordonnance sur la gestion d'Énergie Service Biel/Bienne du 30 janvier 2004 (RDCo 741.11), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Le Conseil de ville prend connaissance de la "Planification des investissements ESB 2010 – 2014".

221. 20080398 Petits objets généraux du domaine de l'électricité 2009 / Crédit additionnel

Morier-Genoud Michèle, au nom de la Commission de gestion: La Commission de gestion remercie la Direction de la sécurité ainsi qu'ESB pour l'initiative prise de nous présenter cette année ces différents projets à petits investissements pour un financement additionnel. Cela dénote un souci de transparence, que nous apprécions. La Commission de gestion a adopté à l'unanimité ce crédit additionnel de 500'000 fr. et vous recommande de faire de même. Merci de votre attention.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 21 août 2009 concernant « Petits objets généraux du domaine de l'électricité 2009 / crédit additionnel », et s'appuyant sur l'article 39, alinéa 2, lettre b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Un crédit additionnel de 500'000 fr. est octroyé pour les petits objets généraux du domaine de l'électricité 2009.
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.

3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder aux modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable du dossier.

222. 20090039 Système de vélos en libre service à Bienne / Crédit d'engagement

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: In diesem Geschäft geht es um einen Verpflichtungskredit von CHF 540'000.- für ein zweijähriges Pilotprojekt "automatisches Veloverleihsystem". Beim Wort Veloverleihsystem schlägt wohl das Herz der einen höher und bei anderen gehen Warnlampen an und sie fragen sich, muss das sein oder ist es nur "nice to have". Diese Frage könnte auch bei anderen Verpflichtungskrediten gestellt werden. Dabei denke ich an die Stadien, das Verwaltungsgebäude, die Esplanade und so weiter. Ich möchte aber im Namen der GPK einen sachlichen Blick auf diese Vorlage werfen. Worum geht es bei diesem automatischen Veloverleihsystem? Welches sind die Ziele und die Zielgruppen und wo liegen die Erfolgsgarantien?

Die Idee hinter dem Veloverleihsystem ist, dass eine Person, welche sich in der Stadt von A nach B bewegen will, mit einer Chipkarte ein Velo nehmen und dieses an einem anderen Standort wieder abgeben kann. Dieses System unterscheidet sich wesentlich von den heute gebräuchlichen Mietsystemen, welche zum Beispiel beim Bahnhof oder von Vaucher angeboten werden. Diese Mietsysteme sind darauf ausgelegt, dass das Velo für längere Zeit ausgeliehen wird und auch über die Stadtgrenzen hinaus benutzt wird. Das automatische Veloverleihsystem ist ein Leihsystem, welches sich auf die Stadt beschränkt und auf eine kurze Benutzungsdauer. Das Ziel ist, den motorisierten Individualverkehr etwas zu dämpfen und die Mobilität zu fördern. Es ist auch ein Beitrag an die Gesundheitsprävention und an die städtische Lebensqualität. Die Velos sind gedacht für PendlerInnen, welche von auswärts kommen und dann mit dem Velo vom Bahnhof an ihren Arbeitsplatz fahren oder für Leute, die von Biel wegpöndeln. Dies hätte den Vorteil, dass die PendlerInnen kein eigenes Velo mehr bräuchten. Sie müssten sich nicht mehr selber um dessen Unterhalt kümmern und Vandalismus wäre kein Thema mehr.

Wo liegen die Erfolgchancen für dieses System? Die Velos sollen flächendeckend in der ganzen Stadt an 50 Standorten eingeführt werden. 400 robuste Velos sind vorgesehen. Damit es rentiert, sollte ein solches Velo drei Mal am Tag benutzt werden und im ersten Jahr müssten 1'500 AbonentInnen gewonnen werden. Als Betreiberin würde eine soziale Institution eingesetzt und private Sponsoren müssten gefunden werden. Auch geschickte Werbung wäre nötig.

An einer Stadtratsinformation und in einem Bericht wurde vertieft über dieses Thema informiert. Beispielsweise ist schon jetzt klar, dass es ein Sammeltaxi braucht, welches überzählige Velos wieder sinnvoll in der Stadt verteilt. Dabei wird es sich um

ein Elektro- oder Gasauto handeln. Auch die Kosten, welche durch Vandalismus entstehen könnten, sind in der Kostenrechnung berücksichtigt.

Für die GPK standen folgende Fragen im Vordergrund:

1. Braucht es dieses automatische Veloverleihsystem oder ist es eine Eintagesfliege?
2. Warum soll die öffentliche Hand dieses Geschäft finanzieren?
3. Warum realisiert Biel dieses Projekt im Alleingang und schliesst sich nicht mit anderen Städten zusammen?
4. Ist dieses Geschäft top oder wird es zum Flop?

Der automatische Veloverleih entspricht einem neuen gesellschaftlichen Bedürfnis. In vielen europäischen Städten boomt er, in der Westschweiz ist er bereits vorhanden und die Deutschschweiz ist in einer Vorbereitungsphase, mit Biel in einer Vorreiterrolle. Der Gemeinderat scheint dieses Geschäft als "must have" einzustufen, sonst würde er es dem Stadtrat ja nicht unterbreiten. Wenn die Ziele des Veloverleihsystems mit den Legislaturzielen verglichen werden, liegt der Schluss nahe, dass es sich um ein "must" handelt.

In vielen Städten Europas wird der Veloverleih durch Aussenwerbefirmen betrieben. Auch Genf wollte seinen Veloverleih so organisieren, dies war aber nicht möglich. Es konnte kein Privater gefunden werden, der dieses System betreiben wollte, weil damit absolut kein Gewinn zu machen ist. Wenn ein solches System angeboten werden soll, dann muss es die öffentliche Hand übernehmen.

Biel arbeitet schon lange an diesem Projekt. Es ist ausgereift. Andere Städte, zum Beispiel Zürich und Bern, sind sehr interessiert daran, aber ihre Projekte sind noch nicht so weit. Bern steht zum Beispiel vor dem Problem, wie in der Altstadt Parkplätze errichtet werden könnten, ohne das UNESCO-Welterbe zu tangieren. Zürich hat vor allem ein Platzproblem. Diese Fragen stellen sich in Biel nicht. Es kann auf bestehende Veloparkplätze zurückgegriffen werden.

Die vorliegenden Kostenberechnungen für den Betrieb während zwei Jahren wurden nach Ansicht der GPK seriös vorgenommen und sind nachvollziehbar. Für die Seriosität des Projektes spricht auch, dass der Bund eine finanzielle Unterstützung in Aussicht stellt und das Projekt wissenschaftlich begleiten und auswerten lassen will. Auch die Firma Rolex beteiligt sich finanziell daran. Ob es letztendlich erfolgreich sein wird, hängt schlussendlich aber davon ab, ob und wie die Bevölkerung das System benutzt. Dies wird sich innerhalb von zwei Jahren zeigen.

Zusammenfassend kann ich für die GPK sagen, dass die positiven Punkte dieser Vorlage überwiegen. Das gewählte Veloverleihsystem ist vergleichsweise günstig, flexibel und kann jederzeit auf eine veränderte Nachfrage reagieren. Die Standorte können ohne viel Aufwand versetzt werden. Das heisst, wenn ein Standort nicht genutzt wird, kann er rasch aufgehoben und an einem anderen Ort wieder eingerichtet werden. Wenn grosse Veranstaltungen stattfinden, können am Veranstaltungsort temporär mehrere Veloständer eingerichtet werden. Die Velobnutzung mit der Chipkarte entspricht den Empfehlungen des ASTRA. Sie ist zukunftsfruchtig. Sobald Bern und Zürich dieses System installiert haben, kann die gleiche Karte in allen drei Städten benutzt werden. Fachhochschulen haben grosses Interesse daran, den Chipcode auf ihre Studentenkarten übertragen zu können.

Möglicherweise wird auch die SBB oder die VB nachfragen, ob eine solche Übertragung auf ihre Karten möglich wäre. Ein weiterer positiver Punkt ist, dass die Stadt Biel dadurch bei der Nachhaltigkeit ein paar Punkte machen würde. Als letzter Punkt hat die GPK überzeugt, dass eine soziale Institution für den Unterhalt zuständig wäre. So können nicht nur die Betriebskosten tief gehalten, sondern auch Arbeitsplätze für Langzeitarbeitslose geschaffen werden.

Ob das System aber wirklich funktioniert, wird die Zukunft weisen. Die GPK ist der Meinung, dass CHF 540'000.- nicht wenig sind. Sie sind aber verantwortbar, dies nicht zuletzt auch deshalb, weil nicht Investoren oder die Finanzwelt darüber entscheiden, ob das System funktionieren wird, sondern die Leute, die in dieser Stadt arbeiten und leben. Sie entscheiden, ob dieses Projekt top oder ein Flop wird.

Nun habe ich noch eine formale Anmerkung: Frau Flückiger von der Finanzkontrolle hat gegenüber der GPK erwähnt, dass es für sie hilfreich wäre, wenn in den Beschlüssen jeweils genau festgehalten wäre, ob es sich um eine Spezialfinanzierung handelt und wenn ja um welche. **Deshalb beantragt die GPK eine Änderung von Ziffer 1 des Beschlussesentwurfs: "Es wird ein Verpflichtungskredit von CHF 540'000.- zu Lasten der "Spezialfinanzierung für Investitionen zur Förderung des öffentlichen Verkehrs, des Fussgänger- und Fahrradverkehrs und des alternativen Fahrzeugverkehrs bewilligt."** Auf französisch würde das heissen: **"Il est accordé un crédit d'engagement correspondant de 540'000 fr. à la charge du "Financement spécial pour l'encouragement des transports publics, de la circulation des piétons et des cyclistes ainsi que de la circulation des véhicules alternatifs"**. Auf der Vorlage sind Konten und Projektnummern der IVP-Projektplanung angegeben. Neu lautet diese Nummer 52000.0072.

Fischer Pascal, Fraktion SVP plus: Ganz so euphorisch kann die Fraktion SVP plus nicht sein. Das Budget ist rot. Seit der letzten Stadtratssitzung ist es noch um CHF 1,3 Mio. röter. Die Fraktion SVP plus ist daran nicht schuld, obschon auch sie für die Abonnementsverbilligung für SozialhilfebezügerInnen in der Höhe von CHF 250'000.- gestimmt hat. Auch die CHF 150'000.- für die elektronischen Medien erachtete die Fraktion SVP plus als sinnvoll und stimmte diesen zu. Zusammengerechnet ergibt dies eine Mehrbelastung des Budgets von CHF 400'000.- Das Veloverleihsystem kostet CHF 540'000.-, also CHF 140'000.- mehr als die zwei oben erwähnten, sinnvollen Geschäfte zusammen. Da die Fraktion SVP plus das Veloverleihsystem in der momentanen wirtschaftlichen Situation nicht als sinnvoll erachtet und weil die Stadt noch weitere grosse Ausgaben für die Stadien und die Esplanade erwartet, wird sie dieses Geschäft ablehnen. So spart sie übers Ganze gesehen CHF 140'000.- im Budget 2010. Wie es der Finanzdirektor so schön sagt: was ausgegeben wird, muss doppelt wieder gespart werden. Also hat die Fraktion SPV plus CHF 280'000.- für ihn gespart. *(Zwischenruf des Finanzdirektors: Danke!)* Bitte. Den Einzahlungsschein habe ich abgegeben und der Stadtpräsident darf sich ohne weiteres erkenntlich zeigen für die gute Viertelmillion, welche die Fraktion SVP plus für ihn gespart hat.

Zum Veloverleihsystem: 1000 Fahrten pro Tag, wie es uns der Gemeinderat vorrechnet, finde ich sehr hoch, wenn man das Bieler Wetter mitberücksichtigt. Wie vor nicht allzu langer Zeit diskutiert wurde, hat ja jede und jeder BielerIn ein eigenes

Velo, ausser unserem Baudirektor. Dies weiss ich aus zuverlässiger Quelle. Nur wegen ihm muss die Stadt nicht 400 Velos kaufen (*Gelächter*). Im Biel-Bienne vom 18./19. November dieses Jahres steht: *"Der Velofahrer ist höchst verunsichert, wenn er vor einer Autokolonne, die ihn nicht überholen kann, fahren muss."* In Biel wird keine Verkehrsschulung angeboten, in welcher einem Velofahrer gelehrt wird, wie er sich korrekt verhält und ihm die Angst vor dem Verkehr nimmt. Er muss auch keine Veloprüfung ablegen. Alle anderen Verkehrsteilnehmer mit fahrbarem Untersatz brauchen einen Führerschein. Es ist unverantwortlich von der Stadt Biel, Velos anzuschaffen, welche alle einfach so schnell brauchen können, um sich dieser Gefahr auszusetzen. Dass die Firma Rolex bei diesem Veloverleihsystem mitinvestieren will, ist eine schöne Geste. Nur glaube ich nicht, dass all die Rolexangestellten aus dem Jura und von Frankreich her mit dem Velo kommen werden. Wenn dies so wäre, wäre das einzig Positive an diesem Geschäft, dass es das Regiotram nicht mehr braucht. Die Velofahrer haben in Biel heute jegliche Freiheiten und können fahren, wie sie wollen, zum Beispiel ohne zu schauen über den Fussgängerstreifen oder auf dem Trottoir, in Einbahnstrassen einbiegen, die Nidaugasse auf- und abfahren, welche heute eine Fussgängerzone ist, über Rotlichter und Kreuzungen donnern, ohne Rücksicht auf Fussgänger, LKW, Autos und öV, und das alle Tage immer wieder. Zu berücksichtigen gilt es auch, vor allem aus der linken Ecke und von den Grünen, dass das Veloverleihsystem über Natelantennen funktioniert. Sie sind ja diejenigen, die immer gegen Elektromog und Funkstrahlen sind, weil diese für Mensch und Tier gefährlich seien. Mit dem Veloverleihsystem setzt man sich innerhalb einer halben Stunde gleich zwei Mal diesen Strahlen aus, dies vier Mal pro Tag. Zu guter Letzt, meine Vorrednerin hat es bereits erwähnt, ermöglicht das System die Benützung eines Velos, ohne sich um dessen Unterhalt, Vandalismus oder Diebstahl kümmern zu müssen. Dies endet in einer Wegwerfgesellschaft. Wofür hat Biel eine Sicherheitsdirektion und eine Polizei? Wäre es nicht schlauer, Kriminalität zu bekämpfen und dem Volk mehr Sicherheit zu geben? So wüsste der Bieler Velofahrer, dass er sein Velo brauchen kann und diesem in Biel nichts passiert. Die Fraktion SVP plus lehnt dieses Geschäft klar ab.

Löffel Christian, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum sagt ja zu diesen auffälligen Velos, welche die Stadt beleben sollen. Zu diesem Geschäft gibt es verschiedene Pluspunkte:

1. Die Bevölkerung von Biel wird sich mehr bewegen.
2. Es werden sinnvolle Jobs für Langzeitarbeitslose geschaffen.
3. Der CO₂-Ausstoss kann verringert werden.
4. Der Baudirektor hat quasi vor seinem Haus und an seinem Arbeitsplatz eine Velostation.
5. Die öffentliche Hand investiert in dieses Pilotprojekt. Ein Bedürfnis für solche Velos scheint vorhanden zu sein.
6. Die Firma Rolex investiert ebenfalls. Die Mitarbeit von solchen Partnern ist sehr positiv.

Natürlich gibt es trotzdem einige kritische Bemerkungen, vor allem zu den Kosten. Wenn der Stadtrat heute für dieses Projekt CHF 540'000.- bewilligt, ist das nur die eine Seite. Effektiv wird das Projekt viel teurer. Wie aus der Zusammenstellung zu entnehmen ist, geht es um CHF 900'000.-. Auch das sind aber noch nicht alle Kosten. Das Personal, welches zu den Velos schauen wird, bekommt von der öffentlichen

Hand auch über andere Wege Geld. Ebenfalls nicht berücksichtigt sind die Angestellten, welche das Projekt administrativ begleiten. Die Gesamtkosten belaufen sich also sicher auf CHF 1 Mio. verteilt auf zwei Jahre. Eigentlich ist das zuviel für ein Projekt, welches nicht zwingend nötig ist. Gerade in der angespannten wirtschaftlichen Lage können in Zukunft solche Projekte, welche nicht zwingend nötig sind, wohl nicht mehr bewilligt werden. Es muss sehr gut abgewogen werden, wo und wie investiert werden soll, auch wenn der Veloverleih der Stadt Biel zu drei zusätzlichen Punkten für das Energielabel verhelfen wird. Dies ist übrigens ein weiterer positiver Aspekt. Kritisch ist die Fraktion Forum auch gegenüber den 1'000 Fahrten pro Tag und vor allem auch gegenüber den angenommenen 20%, welche vom motorisierten Verkehr auf das Velo umsteigen sollen. Auf die Antworten nach der Pilotphase bin ich sehr gespannt. Die Evaluation wird wohl auch nicht ganz einfach werden.

Insgesamt ist der Veloverleih "nice to have", um diesen Modeausdruck zu verwenden. Die Fraktion Forum sagt ja, wird aber in Zukunft sehr kritisch Stellung nehmen zu solchen Projekten.

Strobel Salome, Fraktion SP: Wer mit dem Velo unterwegs ist, leistet einen Beitrag zur Entschärfung von Verkehrs-, Umwelt- und Gesundheitsproblemen. Im Jahr 2000/2001 gab es in Biel das Projekt "Biel rollt". Am Bahnhof konnten Velos ausgeliehen und später wieder dort zurückgebracht werden. Jetzt soll es noch besser kommen: die Velos sollen nicht mehr nur am Bahnhof, sondern an verschiedenen Stellen ausgeliehen und auch wieder zurückgegeben werden können. Dies ist eine der Stärken des vorgeschlagenen Veloverleihsystems. Es wird möglich, das Velo an einem anderen Ort zurückzugeben, als es ausgeliehen wurde. Die Fusswege zur nächsten Verleihstation sind kurz. Damit wird der Anreiz erhöht, das Velo zu benutzen. Ein weiterer Vorteil ist, dass es beim vorgeschlagenen System nicht um starre Einrichtungen geht, sondern nur Stelen benötigt werden, welche rasch und flexibel verschoben werden können. Damit kann auf saisonale Bedingungen und auf Anlässe reagiert werden. Es ist klar, dass Velos vor dem Strandbad im Winter kaum benutzt würden.

Evaluationen ergaben, dass im Moment 34% der getätigten Autofahrten kürzer als 3 km sind. Davon sind sogar 12% kürzer als 1 km. Solche Fahrten entstehen zum Beispiel, wenn Leute mit dem Auto nach Biel arbeiten kommen und dann am Mittag rasch das Auto nehmen, um in ein Restaurant oder ins Fitness zu gehen. Genau dort käme das Veloverleihsystem zum Zug. Solche Fahrten werden mit dem privaten Velo nicht abgedeckt. Sicher sind diese Velos auch eine gute Ergänzung zum öffentlichen Verkehr, wie schon gesagt wurde.

Ein weiterer positiver Aspekt dieses Projektes sind die damit verbundenen Arbeitsplätze für Langzeitarbeitslose, welche geschaffen werden. Das System könnte auch für die Gesundheitsbranche attraktiv sein. Krankenkassen, ÄrztInnen und auch das Bundesamt für Gesundheit versuchen ja immer, die Leute zu mehr Bewegung zu motivieren. Auch in diesem Sektor könnte eine finanzielle Unterstützung gefunden werden. Der Kanton Bern wünscht sich im kantonalen Leitbild "Veloverkehr" eine massive Zunahme der Velofahrten. Mit dem Veloverleihsystem und den angestrebten 1'000 Fahrten pro Tag würde Biel sicher viel zu diesem Ziel beitragen. Wichtig erscheint mir, dass die Stadt das Angebot noch attraktiver macht, indem auch die

Infrastruktur für Velos weiter verbessert wird. Es nützt nichts, wenn gute Velos zur Verfügung gestellt werden und die Leute diese nicht benutzen, weil sie Angst haben mit dem Velo im Strassenverkehr. Für diejenigen, die das Auto nicht stehen lassen können, ist es sicher interessant zu wissen, dass die Parkplätze für das Verleihsystem in die bestehenden Veloparkplätze integriert werden. Es werden keine Autoparkplätze aufgehoben. Die Fraktion SP unterstützt den Verpflichtungskredit für das zweijährige Pilotprojekt.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Wie Sie sich sicher denken können, hat die Fraktion Grüne sehr grossen Gefallen am vorliegenden Geschäft. Sie findet den Schritt, den die Stadt hier wagt, bemerkenswert. Das vorgeschlagene Modell findet in europäischen Städten Anklang und kann auch in der Schweiz zu einem Erfolg werden.

Natürlich müssen auch einige kritische Aspekte erwähnt werden. Es stellt sich die Frage, ob der Bedarf wirklich vorhanden ist. Das Pilotprojekt wird zeigen, wieviele Leute die angebotenen Velos tatsächlich benutzen werden. Vor allem bei PendlerInnen und Leuten, welche tagsüber nach Biel kommen, ist die Umsteigezeit ein wichtiges Kriterium. Wer am Bahnhof ankommt, möchte sofort weiterreisen können. Mit dem vorgeschlagenen System ist jederzeit und überall ein schneller Zugriff auf ein Velo möglich. Natürlich ist das System auch für BielerInnen geeignet. Zwar haben viele ein Velo zu Hause. Wenn es am Morgen regnet, wird aber vielleicht auf den Bus umgestiegen und am Abend, wenn die Sonne wieder scheint, kann dann auf ein Stadtvelo zurückgegriffen werden. Die schnelle Verfügbarkeit und die Flexibilität sprechen für dieses System. Es fragt sich, ob es eine Konkurrenz ist zu bestehenden Veloverleihen oder zu Veloverkäufern in Biel. Werden Leute ihr defektes Velo nicht ersetzen, weil ja überall Velos zur Verfügung stehen? Auf der anderen Seite könnte es aber auch sein, dass Leute, welche kein Velo besitzen, auf den Geschmack kommen und sich ein eigenes Velo kaufen.

Sollte das Pilotprojekt erfolgreich sein, müsste aus Sicht der Fraktion Grüne vermehrt auch die Zusammenarbeit mit den umliegenden Gemeinden und mit der Wirtschaft gesucht werden. Dies ist ja jetzt auch schon der Fall. Die Fraktion Grüne findet es bemerkenswert, dass das Projekt trotz der schwierigen finanziellen Lage bei der Wirtschaft gut ankommt. Das Engagement der Firma Rolex zeigt, dass vielleicht auch andere Firmen mitmachen könnten.

Obwohl ich bereits vier Velos besitze, werde ich ein Abo für den Veloverleih lösen. Es kann immer einen Grund geben, spontan ein Velo zu benutzen. Ich hoffe, dass der Stadtrat dieses Projekt unterstützen wird.

Wiher Max, Fraktion GLP: Auch die Fraktion Grünliberale unterstützt den gemütlichen Verkehr (Langsamverkehr gefällt mir als Wort nicht so). Das Veloverleihsystem sollte mithelfen, die Luftqualität und die Verkehrssituation in der Stadt zu verbessern. Das neu entwickelte System mit den Chipkarten ist sehr innovativ und zukunftsgerichtet. Dies ist für die Fraktion Grünliberale eine tolle Sache. Trotzdem hat sie einige kritische Punkte anzufügen und hofft auf ein Effizienzcontrolling des Konzepts.

Der erste kritische Punkt betrifft die Preisstruktur. Der Gemeinderat definiert in seinem Konzept die Zielgruppe als Leute, welche das Velo für weniger als eine halbe Stunde ausleihen. Das ist ideal für PendlerInnen und KurzstreckenfahrerInnen. Gerade PendlerInnen brauchen aber oft ein eigenes Velo, welches sie an der Velobörse für CHF 50.- gekauft haben. Das ist günstiger als das Veloverleihsystem. Deshalb frage ich mich, ob die Kernzielgruppe richtig ausgelegt ist. Ich vermisse, dass Touristen, welche die Stadt etwas ausgiebiger besichtigen oder sogar um den See fahren möchten, nicht auch zur Kernzielgruppe gehören. Ich finde die Attraktivität dieses Systems für Touristen viel höher als für Ortsansässige oder für PendlerInnen. In verschiedenen europäischen Städten habe ich schon solche Velos gesehen. Immer wurden sie von Touristen benutzt, nie von Einheimischen.

Der zweite Kritikpunkt ist eine Frage. Der Gemeinderat schreibt in seinem Bericht, dass die Taxis für diese Velos emissionsarm seien. Damit eine markante Senkung des CO₂-Ausstosses möglich wird, wäre es wichtig, dass es sich dabei um Elektro- oder Gasautos handelt. Ich hätte gerne eine Auskunft darüber, ob dies der Fall ist.

Der dritte Punkt ist die Qualität der Velos. Hans-Ulrich Köhli, welcher als Velokurier arbeitet, hat die Qualität dieser Velos stark angezweifelt. Er befürchtet, dass grosse Unterhaltskosten auf die Stadt zukommen werden.

Trotz diesen Bedenken kann die Fraktion Grünliberale dem Pilotprojekt für zwei Jahre sicher zustimmen. Sie erhofft sich aber entsprechende Anpassungen und ein gutes Controlling, damit dieses Projekt kein Pilot bleibt, sondern eine längerfristige Perspektive hat.

Gurtner Roland, Passerelle: Il aura fallu attendre l'arrivée de Monsieur Klopfenstein à la Direction des travaux publics pour voir enfin la Ville mener une véritable politique de promotion du vélo en ville. Alors qu'il y a quelques années, on voyait Monsieur Klopfenstein circuler en voiture au volant de sa Porsche, le voilà qui trône aujourd'hui fièrement sur un vélo, en première page des journaux. Le Conseil municipal a fait un premier pas avec l'action "Au boulot à vélo", dont le succès s'accroît d'année en année. En proposant des vélos en libre service, il s'engage aujourd'hui résolument en faveur de la mobilité douce et nous pouvons que l'en féliciter. Bravo à Monsieur Klopfenstein, mais aussi à François Kuonen et surtout à Jonas Schmid, le responsable de la mobilité douce à l'Office de l'urbanisme, pour l'excellente gestion de ces projets, qui contribuent à améliorer la qualité de vie en Ville.

À la lecture du rapport du Conseil municipal, on remarque que ce projet a été très bien préparé et bien pensé. J'aimerais essentiellement souligner que ce projet s'inscrit dans la politique du développement durable du Conseil municipal, puisqu'il concerne les trois pôles du développement durable à savoir:

- L'environnement, avec la réduction des émissions du CO₂.
- L'économie, avec un centre ville plus attrayant, dont profiteront les commerces et les restaurants.
- Le Service social, avec les mesures d'occupation et la réinsertion professionnelle.

Je suppose qu'aucun parti ne va prendre position contre le développement durable. Dans le même ordre d'idée, il faut aussi signaler que ce projet permettra à la Ville d'obtenir des points pour conserver le label "Cité de l'énergie", une proposition qui

émane de l'UDC. Ces dernières années, plusieurs actions ont été réalisées, en faveur de la voiture:

- Construction du Parking de la gare, qui vient de recevoir une distinction, une de plus!
- Système très coûteux de guidage du trafic.
- Mesures de construction et de circulation pour fluidifier le trafic à la Place de la Gare.
- Constructions de nouveaux parkings.

Il s'agit maintenant de rendre attrayante l'utilisation du vélo et de favoriser ce que l'on appelle le transfert modal. C'est-à-dire d'inciter les gens à passer de la voiture aux transports publics, au vélo ou encore au déplacement à pied. Du même coup, cela permet de diminuer les bouchons en ville dont les automobilistes eux-mêmes sont responsables.

Il y a juste 25 ans cette année, j'ai vendu ma voiture pour un essai d'une année. Cela fait 25 ans que cela dure et je peux vous assurer, que je m'en porte très bien, car j'ai gagné en qualité de vie et même sur le plan financier. Avec le vélo, on passe partout, on est rapide, on fait quelque chose pour sa santé, on ne pollue pas et surtout, on se fait plaisir: le plaisir de l'effort, la satisfaction de produire soi-même l'énergie, dont on a besoin pour se déplacer et le sentiment de liberté. Ce qui est important dans ce projet, c'est le fait de rendre le vélo plus accessible, afin de permettre à chacun de vivre cette expérience. Je vous recommande vivement d'accepter ce projet novateur.

Wiederkehr Martin, SP: Ich spreche im Namen der beiden Postulantinnen Nina Kuhn und Annelise Wiederkehr. Das Postulat 20080090 wird mit diesem Projekt beantwortet und ich gehe davon aus, dass es dann auch abgeschrieben wird. Dies wird im Bericht nicht erwähnt. Deshalb möchte ich noch nachfragen, was bei Abschluss dieses Geschäfts mit dem Postulat passiert.

Nun möchte ich die Stellungnahme der zukünftigen Touristinnen Nina Kuhn und Annelise Wiederkehr vorlesen. Beide wohnen in der Zwischenzeit in Zürich:

"Es freut uns, dass wir mit dem Vorstoss zu einer ökologischeren und velofreundlicheren Stadt Biel beitragen konnten. Der Umsetzungsvorschlag des Gemeinderates ist sehr sorgfältig durchdacht, es ist ein grosses Interesse der Exekutive an einer sinnvollen Implementierung erkennbar. Sicher werden wir bei unseren Bieler Besuchen von diesem Angebot Gebrauch machen. Grundsätzlich haben wir keine Kritik an der Umsetzung anzubringen. Mit einem so flexiblen und auf die Stadt Biel zugeschnittenen Projekt haben wir nicht gerechnet. Zwei Punkte haben noch Fragen aufgeworfen.

1. Integration der Veloabstellplätze in die bestehenden: In der Innenstadt sind keine neuen Infrastrukturen vorgesehen. Inwiefern kann garantiert werden, dass die Räder des Veloverleihs an den vorgesehenen Stellen auch Platz haben?
2. Das Fahrradsystem soll neue VelobutzerInnen generieren. Deshalb stellt sich die Frage, inwiefern zusätzliche Parkplätze nötig sein werden. (Eine Anmerkung von mir: Am Bahnhof hat es nie genügend Platz.)
3. Zum Perimeter: die Lage und Verteilung der Fahrräder hat einen relevanten Einfluss auf die Möglichkeiten der Nutzung. Derzeit fragen wir uns, inwiefern die

Dichte in der Innenstadt zu hoch und diejenige in den Aussenquartieren, bei Arbeitsorten und Freizeitgebieten genügend ist.

Dank der Flexibilität des Systems können Anpassungen rasch vorgenommen werden. Wir hoffen, dass auch während der Pilotphase der Nutzen der Stationen beobachtet wird."

Ich selber möchte mich nicht noch weiter zum Projekt äussern. Auch ich als regelmässiger Velofahrer bin froh, dieses System benutzen zu können. Häufig habe ich die Idee, zu Fuss von zu Hause aus einen Spaziergang zu machen. Am Schluss wäre ich jeweils froh, irgendwo auf ein Velo zurückgreifen zu können. Mit dem öV geht es nach Vingelz manchmal länger als zu Fuss!

Kaufmann Stefan, FDP: Dies ist ein sympathisches Projekt, da ist sich der Stadtrat einig. Ich teile die Euphorie aber nicht ganz. Sicher werde ich ein Jahresabonnement für den Veloverleih kaufen. Neues interessiert mich immer. Elektronik interessiert mich auch. Wenn im Bus die Karte aus irgendeinem Grund nicht funktioniert, bin ich derjenige, der an der Stele herumdrückt und versucht, etwas zu bewegen. Trotzdem tut sich nichts. Ebenso werde ich vor dem Veloverleihsystem stehen ohne dass etwas passiert. Wahrscheinlich wird es anderen ähnlich gehen. Ich hoffe, dass die Umsetzung hier besser sein wird als bei anderen Projekten.

Den im Bericht aufgeführten Zahlen, speziell den angestrebten Einsparungen beim CO₂-Ausstoss, glaube ich nicht vollumfänglich. Trotzdem ist die Idee gut und sie kann ausprobiert werden. Allerdings muss nach zwei Jahren genau hingeschaut werden und, falls das System nicht funktioniert, der Mut für einen Projektabbruch aufgebracht werden. Ich befürchte, dass dem Stadtrat diese Grösse fehlen wird. Ob die Gesundheitsindustrie an diesem System wirklich so grosse Freude hat, bezweifle ich. Wahrscheinlich hätte sie mehr Freude, wenn neben dem Velo-Verleihsystem auch ein VeloHELM-Verleihsystem eingeführt würde. Ich finde es etwas fahrlässig, Velos ohne Helm öffentlich zur Verfügung zu stellen. Dies ist jedoch eine persönliche und berufsbedingte Aussage. Niemand wird seinen Helm von zu Hause mitbringen, um in Biel ein Velo auszuleihen. Ich weiss auch nicht, warum die Velos nicht rot sind. Dies wäre für die Stadt Biel auch schön. Zu der Bemerkung der beiden Postulantinnen bezüglich der Dichte: ich habe mir überlegt, wann ich ein solches Stadtvelo benützen würde. Dies wäre sicher der Fall, wenn ich so spät nach Hause komme, dass kein Bus mehr fährt. Mit dem Velo komme ich aber nicht bis nach Hause, da in meiner Nähe keine Stele vorgesehen ist. In der Innenstadt ist die Dichte sehr hoch. Hier braucht es nicht alle 100 Meter eine Station, so weit kann man auch zu Fuss gehen. Es geht mir gleich wie Martin Wiederkehr: Wenn der Weg zur nächsten Velostation weiter ist als der direkte Heimweg, verzichte ich auf das Velo. Deshalb muss die Bereitstellung in den Aussenquartieren nochmals überdacht werden.

Scherrer Martin, FPS: Ich möchte bei einem Punkt meines Vorredners einhaken: Er fragte sich, ob der Stadtrat in zwei Jahren den Mut aufbringen wird, wieder auszusteigen, wenn sich das Projekt nicht bewährt. Ich bezweifle dies. Deshalb handelt es sich nicht um ein Pilotprojekt, sondern es wird direkt umgesetzt. Weshalb meine Befürchtung? Im Bericht steht, dass bis Oktober 2011 aufgezeigt wird, ob und wie der Betrieb nach Ablauf der Pilotphase ohne zusätzliche Kosten für die Stadt

weitergeführt werden kann. Sogar die GPK-Sprecherin bestätigte, dass das Projekt kaum selbsttragend weitergeführt werden könnte.

Die Kosten sind nicht richtig durchgerechnet. Nirgends wird ein Personalaufwand ausgewiesen. Wer führt den Verleih? Wer macht die Administration? In normalen Geschäften ist der Personalaufwand mit 30-40% jeweils relativ hoch. Deshalb werden die Betriebskosten massiv höher ausfallen als im Bericht aufgeführt. Zudem sind hohe Nachfolgekosten zu erwarten. Bereits Herrn Wiederkehrs Frage, ob genügend Platz zur Verfügung steht, gibt einen ersten Hinweis darauf. Der Stadt wird mit diesem Projekt etwas aufgehalst, das in Zukunft immer finanziert werden muss. Ebenfalls stört es mich, dass keine Kennzahlen definiert sind, welche über einen Erfolg oder Misserfolg des Projektes entscheiden würden. Das einzige, das kontrolliert werden soll ist, ob das Projekt kostendeckend weitergeführt werden kann. Wird das Veloverleihsystem wieder abgeschafft, wenn es nicht kostendeckend ist? Kann der Gemeinderat dies heute versprechen? Ich frage mich auch, was passiert, wenn ein Helmobligatorium eingeführt wird. Sind dafür bereits Massnahmen vorgesehen? Ausserdem scheint es sich beim Velo um ein Flachlandvelo zu handeln. Im Beaumont und im Ried ist keine einzige Station vorgesehen. Vielleicht handelt es sich um ein günstiges Modell, mit welchem kaum bergauf gefahren werden kann.

Despont Marc, PRR: Je partage l'opinion de Monsieur Kaufmann, à quelques différences près. Dans le rapport, il est écrit que ces stations de vélos ne suppriment pas de places de stationnement en ville. Dans mon quartier, au croisement du chemin des Pins et du Crêt-des-Fleurs, à part mettre ces vélos sur le trottoir, je ne sais pas où on pourrait les placer, sans supprimer de places de stationnement. Finalement, ce n'est pas relevant, il y a assez de places de parc dans le quartier, à part pour les collaborateurs de la Clinique des Tilleuls. Je prendrai une carte pour ce système de location. Cependant, je crois que c'est un système pour adulte. Je ne sais pas comment des enfants peuvent faire pour circuler à Bienne à vélo car les routes deviennent de plus en plus étroites. Il y a des marquages jaunes, qui délimitent un pseudo secteur pour les vélos et les cyclistes devraient être en sécurité. Je constate continuellement, à la rue du Canal et sur de grands axes, que les camions poussent derrière les vélos! De ce côté-là, je me fais un peu de souci. Bienne est une ville propice au vélo, car c'est relativement plat, mais cela s'arrête là. J'espère que ce projet aura autant de succès, que l'essai de Monsieur Gurtner. C'est la raison pour laquelle je vais voter en faveur du projet, car si on n'essaie pas on ne sait pas! J'espère que dans 25 ans, nous pourrons dire que cela a fonctionné avec succès. Merci de soutenir ce projet.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Ich nehme Bezug auf das Votum von Herrn Scherrer. Als GPK-Sprecherin sagte ich, das Projekt sei nicht gewinnbringend und in zwei Jahren werde es sich zeigen, ob es selbsttragend ist. Die Berechnungen gehen davon aus, dass dies der Fall sein wird. Es ist klar, dass der Pilotversuch beendet wird, wenn das Projekt nicht selbsttragend ist. Es wurde auch bemängelt, dass keine Kennzahlen vorliegen. In der GPK-Mappe war ein Bericht des Eidgenössischen Amtes für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK), in welchem die Projektleitung klar messbare Output-Indikatoren angeben musste. Es ist klar, was im ersten und was im zweiten Betriebsjahr erreicht werden muss. Diese Zahlen und Angaben liegen vor und sie können auf Wunsch eingesehen werden.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die gute Diskussion und die grundsätzliche Zustimmung. Der GPK-Sprecherin danke ich für ihre Ausführungen. Zuerst möchte ich auf den Hauptkritikpunkt antworten. Einige fragten sich, ob es dieses Veloverleihsystem wirklich brauche. Der Gemeinderat hat sich diese Frage natürlich auch mehrfach gestellt. Natürlich geht die Stadt nicht unter, wenn dieses System nicht eingeführt wird, das ist klar. Man kann aber auch sagen, dass Biel über vieles verfügt, das "nice to have" ist. Braucht es einen schönen Stadtpark? Braucht es einen gefälligen Platz am See? Braucht es schöne Kreisel mit Blumen? Braucht es Springbrunnen? Die Stadt würde auch ohne das alles funktionieren. Die Frage nach der Notwendigkeit darf gestellt werden, aber sie darf nicht zum Killerargument werden, im speziellen nicht beim vorliegenden Projekt. Dies namentlich deshalb nicht, weil es um ein Schwerpunktthema des Gemeinderates geht, welches auch im Stadtrat diskutiert wurde. Beim Veloverleihsystem geht es um einen Schwerpunkt, der realisiert werden soll. Deshalb ist es nicht nur ein "Nice to have", sondern doch etwas mehr.

Bei diesem Geschäft bin ich wohl eher unverdächtig. Mein Bezug zu Velos ist, wie es Herr Gurtner gesagt hat, sehr beschränkt. Wegen mir braucht es nicht 400 Velos in der Stadt, eines reicht mir. Im Gemeinderat wurde das Projekt mehrfach diskutiert, auch von den Kosten her. Nun steht ein Projekt, welches auf Biel zugeschnitten ist. Vom Produkt und von den Kosten her ist dieses Geschäft vertretbar, auch wenn es CHF 540'000.- kostet. Es handelt sich um eine Pilotphase und die Berechnungen sind sehr transparent. Es gibt keine Nachfolgesummen. Wenn es ein Flop wird, wird das Projekt nach zwei Jahren abgebrochen, das ist ganz klar. Zudem kann das Projekt über eine Spezialfinanzierung bezahlt werden. Somit belastet es weder die Rechnung noch das Budget. Trotzdem handelt es sich natürlich um Geld.

Je mehr ich mich auf dieses Geschäft eingelassen habe, desto mehr bin ich überzeugt davon, dass es klappt, wenn ein dichtes Netz an Stationen vorhanden ist. Diese Dichte ist sehr wichtig. Das Velo soll nicht lange von der gleichen Person genutzt werden. Es soll immer weitergegeben werden. Das Gute an diesem System ist, dass diese notwendige Dichte möglich ist und dass es so flexibel ist. Es handelt sich um ein komplementäres Velosystem und um eine Ergänzung zum öffentlichen Verkehr. Wie Herr Bösch sagte, ist der Hardcore-Velofahrer nicht Kunde dieses Systems. Aber es gibt sicher genügend Leute, die den Bus benutzen und dann noch eine Teilstrecke mit dem Velo zurücklegen möchten. Beim Velosystem handelt es sich um eine Fein- oder Detailerschliessung. Es soll Leute ansprechen, die das Velo nur teilweise brauchen. Deshalb ist es auch keine Konkurrenz zu privaten Veloverleihern. Ein privater Veloverleiher kann dieses System gar nicht anbieten. Wenn jemand eine Verleihstation am See vorne hat, wird dieser nicht konkurrenziert und der potenzielle Kunde, der wirklich ein schönes und gutes Velo haben will, wird nicht vom Kauf bei einem Velohändler abgeschreckt.

Die gestellten Fragen, ob das System dann wirklich benutzt werden wird und ob die Zahlen aufgehen werden, lassen sich höchstens mit Mutmassungen beantworten. Wenn ich hier eine Antwort geben würde, wäre sie wahrscheinlich falsch. Die Pilotphase von zwei Jahren muss nun abgewartet werden, erst dann ist eine Auswertung möglich. Andere Städte wie Genf, Lausanne und Morges haben solche Veloverleihsysteme und dort klappt es. Das Bieler System ist ja nicht eine neue Erfindung. Aber die technische Lösung ist sehr einfach und andere Städte sind

interessiert daran, ob es läuft. Wie gesagt wissen wir aber erst nach zwei Jahren, ob es erfolgreich sein wird.

Was das Technische anbelangt, wurde dies ja an der Informationsveranstaltung von Jonas Schmid sehr ausführlich erklärt. Mich überzeugt vor allem die Einfachheit des technischen Systems. Es sind keine grossen Infrastrukturkosten notwendig. Wenn eine Firma in ihrer Nähe eine Station will, kann diese rasch und problemlos montiert werden. Wie gesagt interessieren sich auch private Firmen für eine Projektbeteiligung. Rolex beteiligt sich mit einem namhaften Betrag. Manor hat auch Interesse. Es wäre sicher ein schlechtes Zeichen, das Projekt heute abzulehnen. Dazu kommt, dass dank der Beschäftigung von Langzeitarbeitslosen eine Win-Win-Situation gegeben ist. Natürlich kostet auch das etwas, Herr Scherrer. Die Beschäftigungsprogramme im Zusammenhang mit dem Veloverleih unterstehen nicht dem Finanz- und Lastenausgleich, aber immerhin können diese Leute beschäftigt werden. Ich bin davon überzeugt, dass sich dieser Betrag lohnt und dass sich die Stadt das leisten kann. Falls der Versuch nicht erfolgreich verläuft, wird das Projekt nach zwei Jahren eingestellt.

Noch kurz zu den gestellten Fragen: Es ist wichtig, dass an jeder Station Velos zur Verfügung stehen. Herr Wiher fragte, mit welchen Fahrzeugen die Velos neu verteilt werden. Vorgesehen sind dafür klar Elektro- oder Gasfahrzeuge. Herr Wiederkehr fragte, ob genügend Platz zur Verfügung steht. Es wurde getestet, ob die Velos in die bestehenden Abstellplätze integriert werden könnten. Es sollte genügend Platz dafür vorhanden sein. Falls neue Abstellplätze geschaffen werden, gehen diese nicht zu Lasten der Autoparkplätze. Die GPK brachte eine Ergänzung betreffend der Kreditnummer an. Diese ist effektiv 52000.0072. Ich bitte den Stadtrat, diesem Geschäft zuzustimmen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous arrivons au vote sur cet objet. La Commission de gestion demande une modification du point 1 du projet d'arrêté: *"Il est accordé un crédit d'engagement correspondant de 540'000 fr. à la charge du "Financement spécial pour l'encouragement des transports publics, de la circulation des piétons et des cyclistes ainsi que de la circulation des véhicules alternatifs"*. Cette demande de modification n'est pas contestée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 11 septembre 2009 concernant «Système de vélos en libre service à Bienne / Crédit d'engagement», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête:**

1. Pour la réalisation d'une phase-pilote de 2 ans d'un système de vélos en libre service, il est accordé un crédit d'engagement **à la charge du financement spécial "transports publics" (compte no 22819100)** correspondant de 540'000 fr.
2. L'ensemble des frais, revenus et subventions liés au projet sont comptabilisés par le biais du financement spécial en faveur des transports publics.

3. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
4. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder aux modifications de projet qui s'avèreraient nécessaires ou judicieuses, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal peut déléguer cette compétence à la direction responsable du dossier.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Avant de passer à la pause, nous avons deux interventions dont l'urgence doit être motivée.

223. Motivation de l'urgence de la motion 20090381, Claire Magnin, Les Verts Bienne, "Crèche à l'Esplanade!"

Magnin Claire, Les Verts Bienne: Il avait été discuté plusieurs fois d'installer une crèche dans les locaux de l'Administration municipale à l'Esplanade. Ma motion concerne les mesures pour mettre en place une crèche dans les locaux de l'Administration municipale, à l'Esplanade. Étant donné que les travaux avancent, cette motion devrait être traitée de manière urgente. Merci.

Vote

sur la motivation de l'urgence de la motion 20090381, Claire Magnin, Les Verts Bienne

L'urgence est accordé.

224. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20090382, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste, "Heures d'ouvertures des bars sans interruption dans le secteur de la rue du Contrôle et de la rue Schöni"

Augsburger-Brom Dana, SP: In der Interpellation werden Fragen gestellt zum Evaluationsvorgehen betreffend den durchgehenden Öffnungszeiten der sogenannten "Biella"-Bar im Bereich Kontroll- und Schönistrasse. Dort läuft bis Ende November oder Dezember 2009 ein Provisorium mit durchgehenden Öffnungszeiten. Es ist vorgesehen, dieses Provisorium bis Ende Januar oder Ende Februar 2010 zu verlängern. Die Dringlichkeit ist dadurch zu begründen, dass die Beantwortung der Fragen noch während der Evaluationszeit und vor dem definitiven Entscheid über die Öffnungszeiten wünschenswert wäre. Ich danke für die Unterstützung der Dringlichkeit.

Vote

sur la motivation de l'urgence de l'interpellation 20090382, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste

L'urgence est accordé.

Interruption de la séance: 20h00 - 21h10

225. 20090299 Acquisition de remplacement de 2 camions-bennes à ordures

Calegari Patrick, GPK: Im Prinzip müsste ich gar nicht lange sprechen. Die GPK ist einstimmig für dieses Geschäft. Meine GPK-Kollegin Heidi Stöckli setzte sich vorhin sehr für die Velos ein, ich setze mich halt nun für die Kehrlichfahrzeuge ein. Wie Sie aus dem Bericht erfahren können, besitzt die Stadt im Moment zehn Fahrzeuge. Sieben wurden vor zwei Jahren ersetzt, eines vor fünf Jahren. Nun müssten noch die zwei letzten ersetzt werden, dann hätte die Stadt für die nächsten zehn Jahre eine gute Kehrlichfahrzeugflotte. Heute geht es um das gleiche Produkt wie vor zwei Jahren. Am Fahrzeug ist zusätzlich ein Kransystem installiert, mit welchem die Tiefsammelsysteme entleert werden können. Diese Zusatzinstallation kostet pro Fahrzeug zirka CHF 150'000.-. Die Fahrzeuge halten die Euro 5 Abgasnorm ein. Es sind immer noch keine Partikelfilter vorgesehen. Darüber muss aber nicht wieder diskutiert werden, da der Stand der Technik diese gar nicht zulässt. Das Chassis, der Kehrlichaufbau und die Wägeschüttung sind gleich wie bei den vor zwei Jahren angeschafften Fahrzeugen.

Wie bereits erwähnt wurde, wünschte Frau Flückiger an der letzten GPK-Sitzung, dass Entnahmen aus Spezialfinanzierungen im Beschluss explizit aufgeführt werden. **Deshalb hat die GPK folgenden Antrag: Punkt 1 des Beschlusses sollte neu heissen: "Die Ersatzbeschaffung von 2 Kehrlichfahrzeugen wird genehmigt und hierfür ein Verpflichtungskredit zu Lasten der Spezialfinanzierung Kehrlich (Konto Nr. 22801900) von CHF 1'112'200.- bewilligt".** Die GPK empfiehlt dieses Geschäft einstimmig zur Annahme.

Löffel Christian, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum stimmt diesem Geschäft einstimmig zu. Der Bedarf für die neuen Fahrzeuge ist nachgewiesen. Ich habe noch ein paar Fragen an den Gemeinderat:

- Der Kran für die Tiefsammelsysteme kostet relativ viel. Was bringen diese Systeme den BielerInnen?
- Im Bericht steht: *"In Folge der finanziellen Folgekosten des Werkhofneubaus muss 2011 jedoch mit einer Unterdeckung gerechnet werden, was eine Gebührenerhöhung 2011 unumgänglich macht."* Dieser Satz hat mit dem vorliegenden Geschäft nur am Rande zu tun. Nur weil die neuen Kehrlichfahrzeuge im neuen Werkhof am Trocken stehen werden, sehe ich als Abfallverursacher noch keinen Grund, mehr Gebühren zu zahlen. Ich bitte den Gemeinderat, diesen Zusammenhang aufzuzeigen.

- Wenn der fragliche Kredit heute Abend gesprochen wird, können die Camions morgen bestellt werden. Die Preise sind klar und es ist nicht mit Teuerungen zu rechnen. Deshalb stellt die Fraktion Forum den Antrag, **Punkt 2 des Beschlussesentwurfs zu streichen.**

Hadorn Werner, Fraktion SP: Die Fraktion SP ist ebenfalls für dieses Geschäft. Sie hat aber auch noch zwei Fragen:

1. Im Bericht steht, es gebe den gleichen Rabatt wie vor zwei Jahren. Ich nehme an, das Modell des Kehrrichtfahrzeuges ist etwa drei Jahre alt. Wenn ich heute ein drei Jahre altes Auto kaufe und nur den gleichen Rabatt erhalte wie vor zwei Jahren, finde ich das nicht sehr grosszügig. Warum hat der Gemeinderat keinen grösseren Rabatt erwirkt?
2. Ich kann fast nicht glauben, dass es für die Kehrrichtentsorgung keine Gasfahrzeuge gibt, obschon mir Herr Kocher dies versichert hat. Die Fraktion SP möchte wissen, ob dies überhaupt untersucht wurde.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Die Fraktion Grüne stimmt diesem Geschäft zu. Es macht Sinn, Fahrzeuge des gleichen Typs anzuschaffen, wie die Stadt bereits besitzt. Der neue Kranaufbau verteuert die Fahrzeuge um 20%, dies ist aber nachvollziehbar und der Sinn dieser Installation ist ja im Bericht erwähnt. Auch die Informationen über die Partikelfilter hinterfragt die Fraktion Grüne nicht, jedoch möchte sie wie die Fraktion SP wissen, inwieweit die Anschaffung von Gasfahrzeugen geprüft wurde. Die Fraktion Grüne empfiehlt das Geschäft zur Annahme.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die Zustimmung. Die sieben im Einsatz stehenden Fahrzeuge sind sehr gut und werden von den Angestellten des Werkhofs geschätzt. Zur Frage betreffend Gasfahrzeugen kann ich nur die Antwort von Herrn Kocher wiederholen. Es gibt keinen Camion dieses Typs, der mit Gas betrieben wird. Es ist sicher sinnvoll, eine Flotte aus gleichen Fahrzeugen zu haben. Zur Frage von Herrn Löffel zur allfälligen Gebührenerhöhung: es besteht sehr wohl ein Zusammenhang zwischen Kehrrichtfahrzeugen und Werkhof. Der Werkhof wurde nicht zuletzt deshalb umgebaut, weil die Camions keinen Unterstand mehr hatten. Für die Fahrzeugwartung und die Logistik des Kehrrichtwesens besteht also ein Zusammenhang. Deshalb konnte der Ausbau des Werkhofs auch über die Spezialfinanzierung "Kehrrecht" verrechnet werden. Obwohl das Budget für diesen Ausbau eingehalten wird, wird die Kehrrechtrechnung belastet und die Kehrrechtgebühren werden minim erhöht werden müssen. Zur Ehrenrettung kann aber gesagt werden, dass Biel nach wie vor am untersten Level der Gebührenskala ist. Gemäss Gebührenreglement könnten CHF 25.- bis 60.- pro Zimmereinheit verlangt werden. Zurzeit werden nur CHF 25.- verrechnet. Deshalb ist die bescheidene Erhöhung um 8% sicher verkraftbar. Als weitere Leistung steht den BielerInnen dafür neu ein Entsorgungshof bei der Müve zur Verfügung, auf welchem der Spezialkehrrecht während des ganzen Jahres entsorgt werden kann. Zu den Tiefsammelstellen: Solche Tiefsammelstellen sollen bei Grossüberbauungen eingeführt werden. Insgesamt werden sie die ganze Kehrrechtrechnung entlasten.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous arrivons au vote sur cet objet. La Commission de gestion demande une modification du point 1 du projet

d'arrêté: *"L'acquisition de remplacement de 2 camions-bennes à ordures est approuvée, et un crédit d'engagement correspondant de 1'112'200 fr. à la charge du financement spécial "ordures" (compte no 22801900) est accordé.*

Cette demande de modification n'est pas contestée.

Le Groupe Forum fait une demande de modification: suppression du point 2 du projet d'arrêté.

Vote

La proposition de modification du Groupe Forum est acceptée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 11 septembre 2009 concernant «Acquisition de remplacement de 2 camions-bennes à ordures», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

1. L'acquisition de remplacement de 2 camions-bennes à ordures est approuvée, et un crédit d'engagement correspondant de 1'112'200 fr. à la charge du financement spécial "ordures" (compte n° 22801900) est accordé.
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

226. 20090311 Aménagement de l'espace public du chemin de la rive du lac dans le secteur Beau-Rivage / Crédit d'étude

Rüfenacht Martin, GPK: Wie dem ausführlichen Vorspann zu entnehmen ist, hat der vorliegende Bericht eine sehr lange Vorgeschichte. Die erste Jahreszahl, welche mir darin begegnet ist 1972. Damals kam ich gerade aus der Schule. Das ist 37 Jahre her. Nun geht es wieder um den Raum Beau-Rivage. Bis diesmal etwas passiert, darf es nicht mehr so lange dauern. Es pressiert. Im Frühling 2010 will der Privatinvestor mit dem Bau der Hafenanlage beginnen. Nun gilt es deshalb, den öffentlichen Raum mit der privaten Nutzung zu harmonisieren, zu koordinieren und zu gestalten. Gewisse Studien müssen gemacht werden, welche Grössenordnung CHF 493'000.-kosten werden. Die Schwierigkeit liegt in der Harmonisierung der Interessen der Privaten und der Verwaltung im Zusammenhang mit dem öffentlichen Raum. Damit dies gelingt, braucht es einen Projektierungskredit. Es soll ein Grobkonzept erarbeitet werden, nicht eine Fein- oder Detailplanung. Oft möchten die Kommission oder der Stadtrat bereits wissen, welche Form ein Gelände haben wird, woher der Sand im Sandkasten kommen und wo welche Baumart stehen wird. Um das geht es aber nicht. Es geht um die Abgrenzung von Aufgaben und Verantwortlichkeiten. Es soll

geklärt werden, in welcher Form die private Seite und in welcher Form die Verwaltung mit dem öffentlichen Raum umgehen soll. Letztendlich geht es um die Ideen und um den Wettbewerb, den öffentlichen Raum harmonisch gestalten zu können. Es geht um Schnittstellen und um ein Gesamtbild.

Die GPK fragte sich, warum diese Projektierung nicht wie ursprünglich vorgesehen aus der Spezialfinanzierung für Seeufergestaltung (SGR 705.10) finanziert wird. Weshalb soll ein Verpflichtungskredit gesprochen werden? Dies ist so, weil in der Spezialfinanzierung kein Geld mehr vorhanden ist für diesen Auftrag. Sie soll erst wieder für den Seeuferweg genutzt werden. Der Bericht ist materiell und inhaltlich in Ordnung und notwendig. Deshalb empfiehlt die GPK Annahme dieses Geschäfts.

Pablo Donzé: Le Groupe des Verts se réjouit qu'une partie des rives du lac, de toutes les biennoises et biennois, soit rendue publique. On applique la Loi sur l'aménagement du territoire, qui est entrée en vigueur en 1980 et qui stipule, qu'il convient de tenir libre les bords des lacs et de faciliter au public l'accès aux rives et le passage le long de celles-ci. Enfin, au lieu d'un hôtel de 36 mètres de haut, qui n'avait rien à faire là, on découvre un aménagement prometteur pour la collectivité. La réalisation d'un chemin pédestre et de nouveaux espaces publics au bord du lac ont un prix certes élevé, mais de tels projets doivent être soignés, puisqu'ils s'inscrivent dans le long terme.

Nous espérons que cet exemple de réaménagement des rives tout autour du lac de Biemme et des lacs de Suisse incitera que d'autres surfaces soient rendues au public dans le futur et que l'initiative de l'Association des rives publiques, à venir en 2010, ne doive pas être lancée. On peut toujours rêver! Les espaces d'une telle qualité ne doivent, en aucun cas, être réservés aux seules personnes pouvant se l'offrir. Nous attendons avec beaucoup d'intérêt le résultat de l'étude. Merci de votre attention.

Augsburger-Brom, Fraktion SP: Die Fraktion SP unterstützt den Antrag für den Projektierungskredit von CHF 493'000.- für die Neugestaltung des öffentlichen Raums im Bereich Beau-Rivage. Die Erstellung eines Seeuferweges ist der Fraktion SP nicht nur wichtig, es ist ihr ein Anliegen. Der Seeuferanstoss steht der Öffentlichkeit zu. Nur, es ist ein langer und holpriger Weg zum Ziel, ein Weg mit Vorschlägen, Verhandlungen, Abstimmungen, Einsprachen, Baugesuchen, Baubewilligungen und Rückzug. Diese Problematik zeigt, wie wichtig und delikats dieses Vorhaben für alle Beteiligten ist. Meine Hoffnung ist, dass all diese Hindernisse und Stolpersteine die Stadt einen Schritt vorwärts bringen, was die Sorgfalt und die Qualität dieses Projektes angeht. Die Fraktion SP unterstützt das etappierte Vorgehen, mit welchem vorerst der Bereich Beau-Rivage in Angriff genommen wird. Dieses Terrain gehört zu einem grossen Teil bereits der Stadt.

Despont Marc, au nom du Groupe Forum: Le Groupe Forum a traité cet objet et il vous propose de l'accepter. Certes, la somme de 500'000 fr. est une somme colossale pour une simple planification, mais avec ce travail, nous aurons exactement les coûts engendrés par la construction de cet espace au bord du lac. Nous aurons des dessins détaillés et nous saurons exactement quels arbres iront à quels endroits. Si je me rappelle bien, nous avons vendu et procédé à des échanges de terrains. Cela représentait la somme de 1,8 mio. fr., moins l'éventuel démontage de l'Hôtel Beaurivage, qui était à charge de la Ville. Cela ne sera pas payé par le financement

spécial, si je ne me trompe pas. J'aimerais avoir des précisions à ce sujet. Le Groupe Forum vous recommande d'accepter ce rapport. Merci.

Liechti Gertsch Teres, SP: Ich habe eine Motion "Seeuferweg für alle" eingereicht, welche am 17. August 2006 erheblich erklärt wurde. Darin forderte ich, dass der Seeuferweg auch für Kinderwagen, Rollstuhlfahrende und Behinderte aller Art befahrbar sein solle. Insbesondere fordert die Motion im Fall einer Etappierung, dass auch die einzelnen Etappen hindernisfrei erstellt werden, damit Familien, alte Menschen oder StockgängerInnen nicht plötzlich an einer Mauer oder einer Treppe stehen, wie dies im Moment in der Müllermatte der Fall ist. Die Motion fordert, dass der Bauberater für hindernisfreies Bauen, Pierre Jeannet, beigezogen wird. Dies ist erfolgt. Ich werde über die Verhandlungen auf dem Laufenden gehalten. Heute wird der Stadtrat einen Projektierungskredit sprechen. Das Projekt muss aber weiterhin kritisch verfolgt werden, so dass eine gute Lösung für alle gefunden werden kann. Rampen oder Lifte müssen eingeplant werden. Dabei ist zu beachten, dass die Lifte genügend gross bemessen werden, so dass auch Rollstühle mit Swiss Trac oder Zwillingsskinderwagen darin Platz finden. Zusammen mit Herrn Jeannet werde ich dieses Thema weiterverfolgen.

Arnold Marc, SP: Es war ein Anliegen der SP, dass dieser Seeuferweg endlich realisiert wird. Sie hat diesbezüglich auch eine Initiative eingereicht. Deshalb begrüsse ich dieses Projekt. Ich habe aber noch eine Frage dazu.

Diese Woche wurde im Amtsanzeiger eine Zonenplanänderung publiziert und gleichzeitig ein Baugesuch. Ich nehme an, es geht um die drei Häuser, welche nun gebaut werden könnten. Als Ausnahmeregelung ist eine Überschreitung der Baulinien erwähnt. Ich möchte vom Gemeinderat wissen, was diese Zonenplanänderung genau beinhaltet und wie es mit der Überschreitung der Baulinien aussieht.

Auf Seite 7 des Berichtes steht im zweiten Absatz: *"Gerade unter Berücksichtigung des revidierten See- und Flussufergesetzes des Kantons sind weitere planerische Überlegungen erforderlich, bevor ein konkretes Projekt erarbeitet werden kann."* Es geht um die zweite Etappe, welche ja meine Vorrednerin angesprochen hat. Hier soll es eine Zwischenlösung geben. Was das Gesetz über See- und Flussufer (See- und Flussufergesetz, SFG; BSG 704.1) angeht, gibt es eine Übergangsbestimmung, welche wie folgt lautet: *"Die aufgrund des bisherigen Rechts geltenden Vorschriften und Pläne der Gemeinden bleiben in Kraft. Vom zuständigen Organ der Gemeinde beschlossene Uferschutzpläne, deren Verfahren noch hängig sind, werden nach bisherigem Recht zu Ende geführt."* Das Volk hat mehrmals über den Seeuferweg abgestimmt. Er kann also nach altem Recht erstellt werden.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich danke für die gute Zustimmung zum Projekt. Es handelt sich um einen Projektierungskredit, nicht um einen Projektkredit. Deshalb kann über die Details noch keine Auskunft erteilt werden. Selbstverständlich werden die Anliegen von Frau Liechti aber in die Planungen mit einbezogen. Es ist ein wichtiger Kredit, weil damit zumindest die erste Etappe des Seeuferweges realisiert werden kann. Dieser hat eine lange Leidensgeschichte, deswegen fiel der Bericht so detailliert aus. Die geplante Überbauung Beau-Rivage hat Bewegung in die ganze Sache gebracht. Nun kann von einer Win-Win-Win-Situation gesprochen werden. Die privaten Bauherren können die Überbauung realisieren, die Öffentlichkeit bekommt

mehr Platz und Seeanstoss und die Segler gewinnen auch. Der Wettbewerb wurde in zwei Teilen durchgeführt, einer für den privaten und einer für den öffentlichen Teil mit dem Aussenraum. Der nun verlangte Projektierungskredit lehnt sich an das Siegerprojekt an, welches von einem Büro aus Lausanne eingereicht wurde. Wie dem Plan entnommen werden kann, sind grosse Grünflächen vorgesehen. Details können erst während der Ausarbeitung bekannt gegeben werden. Der Stadtrat wird noch darüber diskutieren können. Wie Herr Despont gesagt hat, wird es etwas teuer. Das ist so. Es sind viele Konstruktionen wie Seeaufschüttungen, Molen und so weiter nötig. Der Gesamtbetrag liegt knapp unter dem Obligatorium für Volksabstimmungen. Das ist einfach so.

Es wurde die Frage gestellt, warum der Projektierungskredit nicht über die Spezialfinanzierung für die Seeufergestaltung entnommen würde. Diese wird gebraucht für den Platz am See, welcher jetzt auch realisiert wird. Er kostet CHF 4,6 Mio. Danach ist die Spezialfinanzierung leer, deshalb wird der Projektierungskredit über die ordentliche Rechnung verbucht. Dies ist rechtlich zulässig.

Zum Baugesuch: Wie Herr Arnold richtig gesagt hat, musste eine geringfügige Zonenplanänderung vorgenommen werden, welche diese Woche im Amtsanzeiger publiziert worden ist. Diese ist aber zum Vorteil der Stadt. Gemäss altem Zonenplan hätten drei Blöcke erstellt werden können. Das heutige Projekt ist viel filigraner. Mit der Zonenplanänderung wird es möglich, den Gebäudeabstand von 5 auf 3,5 Meter zu verkleinern. Unter dem Strassenniveau wird eine geschlossene Bauweise zugelassen. Der Attikabereich wird von der Neuenburgstrasse etwas zurückversetzt, so dass die Gebäude etwas weniger blockartig aussehen. Diese Änderungen sind absolut geringfügig und mit dem Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) abgesprochen. Für die Seeufergestaltung sind sie sicher von Vorteil.

Wie Frau Augsburgers angetönt hat, wird etappiert vorgegangen. Es wird zwei Baugesuche geben, eines für das Gebiet Beau-Rivage und eines für den Seeuferweg. Dies mit dem Gedanken, dass trotz möglichen Einsprachen wenigstens ein Teil des ganzen Projektes sicher realisiert werden kann. Der Teil Seeuferweg ist dabei der happigere. Natürlich gibt es eine rechtskräftige Überbauungsordnung, aber es gibt auch ein Baugesuch, welches Ende 2004 zurückgezogen wurde. Es muss praktisch neu begonnen werden. Zudem befürchtet der Gemeinderat viele Einsprachen, welche das Projekt verzögern könnten.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Tatsächlich hat der Gemeinderat beschlossen, die CHF 493'000.- der Spezialfinanzierung für Seeufergestaltung zu entnehmen. Dies war bereits in der Investitionsplanung so vorgesehen. Hat Frau Flückiger nichts gesagt in der GPK-Sitzung? Es stimmt jedoch, dass die Spezialfinanzierung nicht für die ganzen Ausführungskosten aufkommen können wird. Wie Herr Despont richtig gesagt hat, wird diese zwar zu einem Teil noch gespiesen aus dem Verkauf des Beau-Rivage, dieser Betrag wird aber nicht reichen für sämtliche Investitionen beim Platz am See und beim Seeuferweg. Ich empfehle jedoch, dass die Investition für den Projektierungskredit der Spezialfinanzierung belastet wird. So ist diese Ausgabe auch kongruent mit der Investitionsplanung, Seite 30.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Nous arrivons au vote sur cet objet. La Commission de gestion demande une modification du point 1 du projet d'arrêté: "*Un crédit d'engagement à la charge du financement spécial "Aménagement des rives du lac" (compte n° 22815601) de 493 000 fr. est octroyé pour l'étude de l'aménagement de l'espace public / du chemin de la rive dans le secteur Beau-Rivage*". Cette demande de modification n'est pas contestée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 25 septembre 2009 concernant «Aménagement de l'espace public / du chemin de rive dans le secteur Beau-Rivage» et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

1. Un crédit d'engagement **à la charge du financement spécial "Aménagement des rives du lac" (compte n° 22815601)** de 493 000 fr. est octroyé pour l'étude de l'aménagement de l'espace public / du chemin de la rive dans le secteur Beau-Rivage.
2. Toute dépense supplémentaire due au renchérissement est d'ores et déjà approuvée.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Le Conseil municipal est habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable du dossier.

227. Motion urgente 20090186, Patrick Calegari, Groupe UDC/PSL, "Rue de la Gare 20, combien de temps encore?"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion urgente en postulat et de l'adopter en tant que tel et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Calegari Patrick, SVP: Diese dringliche Motion habe ich im Mai eingereicht und ich wollte etwas bewegen damit. Die Liste der Schandflecke könnte noch viel länger sein. Die Adresse Bahnhofstrasse 20 habe ich als Beispiel genommen. Es gibt weitere Beispiele mitten in der Stadt: in der Nidaugasse, in der Madretschstrasse, beim Stadteingang, überall gibt es ähnliche kleinere oder grössere Schandflecke.

Ich bin der Meinung, dass bereits bei der Baubewilligung ein gewisser Druck auf die Bauherrschaft ausgeübt werden sollte, die Bauvorhaben innert nützlicher Frist zu realisieren. Besonders dort, wo die Baustelle mitten im Zentrum ist, finde ich ein solches Vorgehen wichtig. Die ewige Baustelle an der Bahnhofstrasse stört mich besonders. Alle Jahre gibt sich die Stadtgärtnerei grosse Mühe, den Guisanplatz

wunderschön zu gestalten. Das ist einer der schönsten Plätze der Stadt. Bereits als Fasnachtsprinz im Jahr 2008 regte ich mich über die Ruine auf, welche sich direkt neben einem renommierten Kaufhaus befindet. Nichts passierte, es wurde kein Druck aufgesetzt, mit dem Bau vorwärts zu machen. Ich möchte dies in unserer schönen Stadt nicht mehr erleben. Deshalb habe ich meine Motion eingereicht.

Heute liess ich mir sagen, dass das Projekt jetzt auf gutem Weg sei. Es scheint, dass endlich eine Lösung gefunden wurde. Wenn alles gut geht, werden die Wände spätestens nächste Woche entfernt werden können, so dass die Weihnachtsdekoration zur Geltung kommen wird. Ich hoffe, dass dies von der Bauherrschaft eingehalten werden wird. Das Innenleben des Ladens ist noch nicht ganz fertig gestellt, dessen Realisierung steht aber in einer Endphase. Es kann davon ausgegangen werden, dass das Gebäude nach einer Umbauzeit von etwa vier Jahren endlich wieder nach etwas aussehen wird. Trotzdem möchte ich darauf bestehen, dass die Stadt in Zukunft besser hinschaut und etwas mehr Druck ausübt für eine rasche Umsetzung der Bauvorhaben. Es leiden alle darunter, wenn solche Projekte verzögert werden. Ich denke auch an die Nachbarn (ein florierendes Geschäft), die sich jeden Tag über eine Baustelle ärgern müssen.

Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort. Er hat das Problem erkannt. Seit Beginn des laufenden Jahres hat sich der Stadtpräsident persönlich äusserst intensiv um das genannte Objekt gekümmert. Mir gefällt es nicht, dass dies erst seit Beginn des laufenden Jahres der Fall ist. Dieses Engagement müsste mit dem Start der Umbauphase beginnen. Ich bitte alle Verantwortlichen, wirklich für eine schnelle Umsetzung solcher Vorhaben zu sorgen. Mit dem Antrag des Gemeinderates kann ich zum Teil leben. Er will die Motion in ein Postulat umwandeln, da der Inhalt des Vorstosses in seiner Kompetenz liegt. Damit bin ich einverstanden. Ich möchte das Postulat jedoch noch nicht abschreiben, denn die Baustelle ist immer noch da. Sobald sie verschwunden sein wird, kann auch der Vorstoss abgeschrieben werden. Ich bitte den Stadtrat um Unterstützung für Umwandlung und Erheblicherklärung.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Das Baugesetz sieht vor, dass nach einer Baubewilligung nicht unverzüglich mit dem Bau begonnen werden muss. Zwischen der Erteilung der Baubewilligung und dem Baubeginn stehen zwei Jahre. Diese Frist kann verlängert werden. Den konkreten Fall prüfte die Baudirektion jeweils systematisch und es wurde kein Verstoss gegen das Baugesetz festgestellt. Es gibt keine Verpflichtung, ein Bauvorhaben innerhalb einer bestimmten Frist zu beenden. Allenfalls ist dies eine Gesetzeslücke. Allerdings habe ich gehört, dass diese Fristen mit der Revision des kantonalen Baugesetzes noch verlängert werden sollen. Somit kann es keinen rechtlich verpflichtenden Charakter haben, wenn die Stadt bei noch nicht begonnenen oder nur langsam voranschreitenden Bauvorhaben interveniert. Baupolizeilich besteht keine Möglichkeit, Druck auszuüben. Es ist eine politische Frage, deshalb spricht zu diesem Thema auch der Stadtpräsident und nicht der Baudirektor. Ich kann bestätigen, dass die Baustelle an der Bahnhofstrasse 20 nicht der einzige Fall ist, wo der Stadtpräsident interveniert hat. Auch an anderen Orten wurde versucht, das gute Investorenklima in Biel zu nutzen, um bestehende Baustellen glücklich zu beenden. Im konkreten Fall ist die Situation spezieller, wie auch den Medien zu entnehmen war. Nun ist ja ein Teil Ihres Vorstosses jetzt erfüllt, Herr Calegari, nämlich der, dass das Gebäude sauber isoliert werden soll. Übrigens war das schon wenige Tage nach Einreichen Ihres Vorstosses der Fall. Die

Information betreffend den Wänden kann ich bestätigen. Sie sollen demnächst demontiert werden. Ich bin sehr zuversichtlich, dass bis nächsten Frühling auch der Betrieb an diesem Standort wieder für die Öffentlichkeit zugänglich sein wird. Dementsprechend empfehle ich dem Stadtrat, den Vorstoss nicht nur umzuwandeln, sondern auch abzuschreiben. Es liegt nun nicht mehr im Ermessen der Stadt, den Umbau zu beenden. Das Maximum der Einflussmöglichkeiten wurde ausgeschöpft. Weitere Interventionen der Stadt sind nicht nötig. Deshalb bitte ich den Stadtrat, den Vorstoss abzuschreiben. Übrigens bin ich mit Herrn Calegari einig, dass der Guisanplatz ein sehr schöner Platz ist.

Calegari Patrick, SVP: Es ist mir wirklich ein Anliegen, dass solche langwierigen und unschönen Baustellen in Biel nicht mehr vorkommen. Gerne nehme ich die Worte des Stadtpräsidenten entgegen und bin damit einverstanden, dass der Vorstoss abgeschrieben wird. Auch ich bin nicht für unnötige Bürokratie. Vielleicht muss ich dann halt im April eine dringliche Interpellation einreichen, was ich nicht hoffe.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

228. Postulat urgent 20090210, Anna Tanner / Charlotte JS/PS, "Quel avenir pour les apprentis sortant de l'Administration municipale?"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose d'adopter les points 1, 2 et 4 du postulat urgent et de le radier du rôle comme étant réalisé. En revanche, il recommande de rejeter le point 3.

Tanner Anna, SP: Die Fraktion SP ist erfreut darüber, dass dieses Postulat so rasch umgesetzt wurde und die vier LehrabgängerInnen nun die Möglichkeit haben, weiterbeschäftigt zu werden. Aber: Punkt 4 wird ja abgeschrieben. Sollte es sich herausstellen, dass nächstes Jahr wieder ein Bedarf für eine solche Massnahme besteht, wird die Fraktion SP dieses Thema wieder aufnehmen und erneut ein Postulat einreichen.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

229. Motion 20090247, Christoph Grupp, Verts Bienne, "La Ville de Bienne fait un geste positif contre la menace de chômage chez les jeunes!"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat concernant les points 1, 2, 3 et 5 et de l'adopter en tant que tel. En revanche, il recommande de rejeter le point 4.

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ich danke dem Gemeinderat für diese Antwort. Er sagt, dass er den Punkten 1, 2, 3 und 5 grundsätzlich zustimmt und entsprechende Massnahmen getroffen werden. Die Praxis geht in die in der Motion verlangte Richtung. Es wird glaubwürdig dargelegt, dass Biel einiges für Lernende in der Stadtverwaltung tut.

Zu den Punkten 1 und 2: Die stetige Zunahme von Lehrstellen bei der Stadt ist erfreulich. Der Vergleich mit anderen Städten lässt Biel gut dastehen. Wenn allerdings ein Blick in die Privatwirtschaft, insbesondere in die KMU-Landschaft geworfen wird, kann auch gesagt werden, dass dort prozentual wesentlich mehr Lehrstellen vorhanden sind. Das Engagement für Praktikumsstellen ist im Bericht erfreulicherweise ebenfalls erwähnt. Es werden 70 Stellen angeboten. Bei diesen Stellen muss jedoch darauf geachtet werden, dass PraktikantInnen nicht einfach als billige Arbeitskräfte ausgenutzt werden. Deshalb bin ich froh zu lesen, dass der Gemeinderat für die entsprechende Betreuung von Lernenden und PraktikantInnen besorgt ist.

Zu Punkt 3: Offenbar können die LehrabgängerInnen der Stadt relativ problemlos fixe Stellen finden, wie wir auch bei der Beantwortung des Postulats von Anna Tanner und Charlotte Garbani gehört haben. Dies ist ein gutes Zeichen und zeigt, dass diese Lernenden gut für den Arbeitsmarkt vorbereitet werden.

Zu Punkt 4: Diesen will der Gemeinderat nicht erheblich erklären. Dies schmerzt ein wenig, ist aber angesichts der momentanen finanziellen Lage zum Teil verständlich. Eine Frage habe ich noch an den Gemeinderat. In der Antwort steht: *"Der Gemeinderat ist jedoch bereit, eine Weiteranstellung je nach wirtschaftlicher Situation auch im Jahr 2010 und in den Folgejahren zumindest zu prüfen."* Was bedeutet das? Heisst das, wenn die wirtschaftliche Situation schlecht ist, hat die Stadt kein Geld und kann dieses Angebot nicht weiterführen? Oder heisst es, wenn die wirtschaftliche Situation schlecht ist, will sich die Stadt noch mehr Mühe geben und das Angebot weiterführen? Ich wäre froh um eine Präzisierung. Ansonsten kann ich mich der Antwort des Gemeinderates anschliessen.

Wiederkehr Martin, SP: Ich möchte nicht wiederholen, was Herr Grupp bereits gesagt hat. Auch ich finde dies eine positive Entwicklung und eine positive Antwort. Zum Thema PraktikantInnen möchte ich erwähnen, dass PraktikantInnen nicht mehr zur Schule gehen. Es wäre wünschenswert, und hier spreche ich als kantonaler Verantwortlicher der Vorlehen, dass auch die Stadtverwaltung vermehrt Vorlehrstellen anbieten würde und nicht nur Praktikumsstellen. Vorlehrstellen gibt es ab und zu bei der Stadtgärtnerei oder bei den Pflegeheimen. Dieses Jahr macht niemand eine Vorlehre bei der Stadt. Vorlehrstellen sind ein Brückenangebot für Jugendliche an Stelle eines normalen zehnten Schuljahres. Die Jugendlichen sind in einem Betrieb und gehen während zwei Tagen zur Schule. PraktikantInnen haben keine Schule und es ist bekannt, dass Jugendliche, welche während ein bis zwei Jahren nicht im Bildungsbereich waren, Schwierigkeiten haben, wieder in diesen einzusteigen. Deshalb wünsche ich mir, dass die Stadt vermehrt Vorlehrstellen anbietet.

Calegari Patrick, SVP: Ich möchte Herrn Grupp danken für diese Motion. Es geht um eine wichtige Sache. Die Beantwortung ist sehr positiv ausgefallen. Es ist schön zu

wissen, dass die Stadt innert vier Jahren ihr Lehrstellenangebot fast verdoppelt hat und dass innerhalb der Stadtverwaltung dreizehn verschiedene Berufe erlernt werden können. Dies sind schöne Zahlen.

Auch für uns "KMU-ler" ist dies wichtig, da gewisse Betriebe keine Möglichkeit haben, Lernende auszubilden. Sie sind froh, junge Menschen frisch nach der Lehre anstellen zu können und so gute Arbeitskräfte zu gewinnen. Wie es in der Beantwortung unten auf Seite 1 steht, ist es wichtig, dass ein Lehrbetrieb genügend Zeit für die Ausbildung aufwenden kann. Es nützt nichts, wenn Jugendliche unsorgfältig ausgebildet werden, nur damit Lehrstellen vorgewiesen werden können. Solche schlecht ausgebildeten LehrabgängerInnen sind in unserer skrupellosen Realität schnell am Limit und bei einigen führt es zu tragischen Situationen im Alltag. Ich bin froh, dass die Stadtverwaltung einer gewissenhaften Ausbildung Sorge trägt. Deshalb bin ich wie der Gemeinderat der Meinung, dass die maximal mögliche Anzahl Lehrstellen erreicht ist. Aus diesem Grund mache ich auch einen Aufruf an andere Betriebe: Danke, dass ihr Lernende ausbildet, fragt aber im eigenen Betrieb nach, ob überhaupt genügend Kapazität vorhanden ist, um diese sorgfältig zu führen und sie über Jahre zu begleiten. Dies finde ich sehr wichtig.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Der Gemeinderat wird das Anliegen von Herrn Wiederkehr prüfen. Ich kann hier keine konkreten Versprechen abgeben. Herrn Grupp kann ich sagen, dass die zweite Interpretation richtig ist.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

230. Motion urgente 20090245, Commission de gestion, "Organe municipal de contrôle des finances indépendant"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion urgente en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Stöckli Schwarzen Heidi, GPK: Der Stadtrat kennt den Bieler Gemeinderat als fortschrittsfreudig und offen gegenüber Neuem. Er schlägt gerne ein schnelles Tempo an und möchte immer zu den Besten gehören. Ich erinnere an das neuartige Projekt PPP, mit welchem die Stadien gebaut werden sollen. Ich erinnere an das innovative Projekt Veloverleihsystem, welches der Stadtrat eben erst bewilligt hat. Ich denke auch an die Strukturreform, welche sich der Gemeinderat vorgenommen hat. Aber bei diesem Anliegen, welches jetzt auf dem Tisch liegt, benimmt er sich sehr konservativ und langsam. Die meisten StadträtInnen waren bis jetzt beim Thema "unabhängiges Rechnungsprüfungsorgan" nicht involviert. Deshalb möchte ich kurz ausholen, damit alle wissen, worum es geht.

Die GPK verfolgt dieses Anliegen schon länger und hat es vor zwei Jahren wieder aufgenommen, weil die externe Revisionsstelle der Meinung war, jetzt wo Pensionierungen anstünden, sei der richtige Moment, dies anzuschauen und dafür zu sorgen, dass eine unabhängige Rechnungsstelle geschaffen wird. Die GPK nahm

den Ball auf, schrieb dem Gemeinderat und erhielt eine Antwort. Der Gemeinderat sagte dann, er finde die bestehende Organisation gut, sie sei schlank, effizient und kostengünstig. Es sei aber richtig, dass die kommenden Pensionierungen verschiedene Änderungen mit sich bringen würden und dann sei es angebracht, die Thematik der organisatorischen Unterstellung der Finanzkontrolle wieder zu prüfen. Im Jahr darauf deponierte die GPK ihr Anliegen erneut. Sie sagte, auch im Zusammenhang mit der bevorstehenden Strukturreform wäre es sinnvoll, diese Änderungen nun anzugehen. Der Gemeinderat antwortete, er sei bereit, im Rahmen der Verwaltungsreform eine vollständige Loslösung zu prüfen, es dränge sich aber nicht auf, diese Frage losgelöst von anderen Themen zu behandeln und auch nicht vor dem Amtsantritt des neuen Leiters Finanzen. Da die GPK dieser Sache nicht traut und weil es so langsam vorwärts geht, hat sie sich dazu entschlossen, den Weg ins Parlament zu suchen. **Sie möchte an der Motion festhalten** und diese nicht in ein Postulat umwandeln, da sie letztendlich Angst davor hat, dass der Gemeinderat bei einer Umwandlung das Anliegen aussitzt, an der bisherigen Lösung festhält und somit keine Änderung erfolgt.

Zur aktuellen Situation: Die Finanzkontrolle hat 240 Stellenprozent verteilt auf drei Personen. Diese drei Personen erledigen das Controlling, Beratungen und Prüfungen, also Aufsicht und Controlling gleichzeitig. Die ganze Einheit ist innerhalb der Verwaltung angesiedelt, nämlich bei der Abteilung Finanzen. Die GPK wünscht sich eine Trennung von Aufsicht und Controlling und damit die Schaffung eines unabhängigen Kontrollorgans. Dies könnte beispielsweise eine Stabsstelle sein. Die GPK wünscht sich, dass dieses Organ direkt der Legislative unterstellt wäre und direkt von ihr gewählt würde. Zur Frage der Organisation ist die GPK offen. Sie könnte es sich vorstellen, dass dieses Rechnungsprüfungsorgan allein für die Stadt zuständig wäre. Die Stadtrechnung könnte dort kontrolliert werden und eine externe Revision wäre überflüssig. Die rund CHF 70'000.-, welche bisher für die externe Revision ausgegeben wurden, könnten zum Beispiel in einen Controller investiert werden. Die GPK kann sich aber auch vorstellen, dass die unabhängige Finanzkontrolle eine Verbundaufgabe übernehmen könnte in Zusammenarbeit mit anderen Städten oder mit dem Kanton. Vielleicht gibt es auch weitere Lösungen.

Warum fordert die GPK eine unabhängige Finanzkontrolle? Sie ist mit dieser Forderung nicht allein. Diese Bestrebung besteht schweizweit, wahrscheinlich nicht zuletzt darum, weil die Gesetzgebung geändert hat. Seit 2008 gibt es das neue Revisionsgesetz, welches sagt, dass eine öffentliche Finanzkontrolle nur noch Dienstleistungen für Dritte erbringen kann, wenn sie im Handelsregister eingetragen ist. Solche Dritte könnten zum Beispiel Institutionen sein, welche von der Stadt Subventionen erhalten. Damit eine Finanzkontrolle im Handelsregister eingetragen werden kann, muss sie weisungsunabhängig und unabhängig, das heisst der Legislative unterstellt, sein. Für Biel heisst das, dass sich die externen Mandate ab 2010 von 30 auf 10 reduzieren, da Biel keine Revisionen mit eingeschränkter Revision machen kann. Zwar verliert die Stadt dadurch "nur" CHF 16'000.-. Ich denke, von der finanziellen Seite her ist dies vernachlässigbar. Aber vielleicht wäre es auch wünschenswert, wenn die Stadt kontrollieren könnte, wie die von ihr gesprochenen Subventionen oder Beteiligungen verwendet und ob sie zweckgemäss eingesetzt werden.

Diese Trennung zwischen Aufsicht und Kontrolle wäre eine Risikominimierung. Im momentanen System läuft es so lange gut, als keine Probleme vorhanden sind. Sobald aber Probleme auftauchen, wird es sehr schwierig, wenn diese Trennung nicht gegeben ist. Für die GPK ist dies kein frommes Wunschdenken. Der Gemeinderat argumentiert, dass die Stadt zu klein sei für ein unabhängiges Finanzkontrollorgan. Die jetzige Situation ermögliche Synergien. Dies ist eine Seite der Medaille. Erstaunlicherweise hat aber Thun, welches mit 42'000 EinwohnerInnen eine noch kleinere Gemeinde ist, dieses Modell 2007 eingeführt. Wie die Stadt Zürich hat auch Thun ein absolut unabhängiges Kontrollorgan, welches die externe Rechnungsprüfung ersetzt. Beide Städte sind damit sehr zufrieden. Sie sagen, es sei billiger als wenn Externe offerieren. Zudem kann das interne Wissen und der direkte Kontakt zur Verwaltung genutzt werden. Die GPK liegt also nicht falsch mit ihrer Forderung nach einer Trennung von Aufsicht und Kontrolle.

Die Begründung für eine Umwandlung in ein Postulat ist für die GPK nicht überzeugend. Der Gemeinderat sagt, den Analysen solle nicht vorgegriffen werden. Er selbst macht aber genau das. Beispielsweise zeigt er im Text zur Vernehmlassung die neuen Modelle auf und trennt Finanzkontrolle und Finanzverwaltung bereits. Ich hoffe sehr, dass das Parlament das GPK-Anliegen offen und zeitgemäss beurteilt und dieses als Motion unterstützt.

Ogi Pierre, PSR: J'ai souvent été à cette tribune pour critiquer les propositions du Conseil municipal. Ce soir, exceptionnellement, ce n'est pas le cas. Il me semble qu'à plusieurs reprises, la Commission de gestion veut être le roi à la place du roi! Elle veut faire le travail du Conseil municipal. La qualité du travail des personnes travaillant au Contrôle des finances peut être mise en doute. On peut dire que ces personnes sont sous pression, car à tout moment, elles peuvent être remplacées. Je ne comprends pas cette méfiance envers le Conseil municipal. Il faudrait mettre sur pied une commission d'enquêtes parlementaires, pour savoir sur quels points nous ne sommes plus d'accord avec le Conseil municipal. Ce n'est pas possible, qu'à chaque point, nous voulions faire une autre politique que le Conseil municipal. La Commission de gestion a le devoir de contrôler ce que le Conseil municipal fait. Ce n'est pas le travail du Conseil de ville, de surveiller des contrôleurs de finances. La Commission de gestion devrait reprendre son rôle pour lequel elle est élue. Elle devrait faire son travail et pas celui du Conseil municipal. Je refuse cette façon de voir, car c'est une méfiance envers les employé(e)s. Les employé(e)s font leur travail et s'ils ne sont pas content(e)s, ils ou elles le disent. Je pense que nous devons revenir en arrière et faire confiance au Conseil municipal et aux employé(e)s.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Décidément, nous nous succédons à la tribune. Monsieur Ogi, vous avez parlé en votre nom. Je vais parler au nom du Groupe socialiste. La question du rôle de la Commission de gestion a souvent été discutée, ici ou dans de plus petites réunions. Pour ce qui est de l'intervention de la Commission de gestion, je vais vous contredire Monsieur Ogi. Pour ma part, la Commission de gestion remplit tout à fait son rôle. Il ne s'agit pas de parler du travail, qui a été fait par les employé(e)s et des conditions de travail des employé(e)s. Il s'agit plutôt d'une question structurelle et d'une question de règlement (bien expliqué par Madame Stöckli Schwarzen), afin d'avoir un système de contrôle et de révision, qui soit conforme à la législation, mais qui garantisse une indépendance de cet organe. Le Groupe socialiste a discuté de la proposition de la Commission de

gestion et propose de soutenir la position de la Commission de gestion, soit de maintenir la motion. Beaucoup d'arguments ont été donnés, de manière précise. Je n'ai pas étudié le dossier comme l'a fait la Commission de gestion. Nous pouvons lui faire confiance, vu que c'est son travail.

Pour le Groupe socialiste, il est important que les rôles soient définis clairement. Repousser la discussion dans le cadre des débats sur les "Structures biennoises 2013", ce n'est que remettre le problème à plus tard. Ce soir, nous pouvons décider une position de principe. Nous aurons bien assez de choses à discuter dans le cadre de la réforme des "Structures biennoises 2013". Je trouve un peu maladroit, de la part du Conseil municipal, de parler de synergie, lorsque l'on parle d'organe de contrôle, même si c'est interne à l'Administration. Je vous remercie de votre attention.

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum wird den Gemeinderat grösstenteils unterstützen und der Umwandlung in ein Postulat zustimmen. Die Fraktion Forum ist der Meinung, dass die Chance, welche sich durch die Reorganisation der Stadtverwaltung ergibt, nicht durch zu viele Vorstösse gemindert werden sollte. Auch ist in der Motion ein relativ grosses Misstrauen gegenüber dem Gemeinderat zu spüren, dass er das Anliegen nicht ernst nehme. Wenn der Stadtrat gegenüber der Reform 2014 diese Haltung annimmt und immer befürchtet, der Gemeinderat mache seine Arbeit nicht, dann muss dieses Projekt abgebrochen werden. Wenn der Stadtrat dieses Vertrauen nicht hat, bringt das ganze Projekt nichts. Wie gesagt, wird die Fraktion Forum den Gemeinderat unterstützen.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: À plusieurs reprises, l'organe de révision a attiré l'attention des autorités sur la nécessaire indépendance, que doit avoir un organe de révision des finances municipales. La Commission de gestion a également repris, plusieurs fois, cette question dans ses contacts avec le Conseil municipal. Aujourd'hui, avec le projet "Structures biennoises 2013", nous avons une possibilité de trouver une solution et de mettre sur pied un organe indépendant. Il y a la valeur efficacité et la valeur synergie, avec une espèce d'ambivalence, par rapport à ces valeurs, mais cela ne doit pas occulter que les flux financiers en jeu sont très importants, même si la Ville n'est pas une métropole. Le Groupe des Verts soutient la proposition de la Commission de gestion en tant que motion. Merci.

Scherrer Martin, Fraktion SVP plus: Die Fraktion SVP plus wird der GPK folgen. Dies aus dem einfachen Grund, dass es auch nach Lehrbuch unbestritten ist, dass ein Kontrollorgan unabhängig sein muss. Es muss unabhängig kontrollieren können. Ein Vergleich zum Fussball: wenn die Schweiz gegen Nigeria spielt, ist der Schiedsrichter weder Schweizer noch Nigerianer. Auch dieser ist unabhängig und aus einem neutralen Land.

Nicati Alain, PRR: Pendant les dix années, où j'ai eu la chance de présider la Commission des finances du Conseil de ville, une autorité ne nous a jamais empêché de faire notre boulot. Il n'y a pas besoin d'être indépendant pour cela. Lorsque l'on veut contrôler quelque chose, il faut connaître le sujet, de manière très approfondie, afin de savoir ce que l'on veut trouver. Une des règles de base de l'analyse des finances est de savoir ce que l'on veut trouver. C'est l'inverse du travail de la Commission de gestion. Il est logique, que la Commission de gestion pense que

l'organe doit être indépendant, mais techniquement c'est faux. Je vous propose de suivre la proposition du Conseil municipal.

Magnin Claire, Les Verts Bienne: J'étais membre de la Commission de gestion lorsque le Groupe des Verts a fait ce postulat et je crois même que je l'ai signé. Il ne s'agit pas d'avoir une structure externe à l'Administration pour faire cela. Il s'agit d'avoir une structure, qui soit indépendante et qui soit directement subordonnée au Conseil municipal et pas à la hiérarchie normale. Dans de nombreuses villes, il existe des organes de contrôle des finances indépendants, directement subordonnés au Conseil municipal, en particuliers à Thoun, Zürich, Berne. C'est ce que l'on demande, ce n'est pas la mer à boire!

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Die Finanzkontrolle in einem Gemeinwesen ist von zentraler Bedeutung. Sie muss einerseits die Frage beantworten können, ob richtig und gesetzeskonform gearbeitet wird, andererseits muss sie aber auch Impulse verleihen können, wie die Effizienz der Verwaltung verbessert werden könnte und wo Möglichkeiten zum Sparen bestehen. Natürlich muss sie auch die Finanzführungsaufgaben übernehmen.

Als Finanzdirektor habe ich grosses Interesse daran, dass die Finanzkontrolle möglichst nicht unter meinem Einfluss steht, damit nie der Anschein entstehen könnte, dass die Finanzkontrolle quasi unter der Kontrolle des zu Kontrollierenden steht. Dies bedeutet, dass es tatsächlich allenfalls sinnvoll sein könnte, die Finanzkontrolle in einer eigenen Organisationseinheit unterzubringen. Dabei müsste allerdings definiert werden, was unter Finanzkontrolle und was unter Controlling zu verstehen ist. Nun kommt aber der Aspekt der Wissensvermittlung dazu. In den letzten Jahren entdeckte die interne Finanzkontrolle viele Bereiche, in welchen Verbesserungen erzielt werden könnten und Ersparnisse möglich wären. Diese Impulse konnten stets genutzt werden. Je weiter die Finanzkontrolle von der Verwaltung entfernt wird, desto geringer wird der Ertrag aus dieser Tätigkeit sein. Die Finanzkontrolle wird sich darauf beschränken, die Rechnungstätigkeit zu kontrollieren. Bisher hat die Finanzdirektion sehr gute Erfahrungen gemacht mit der gemeinsamen Unterstellung von Aufsicht und Finanzkontrolle. Es ist ganz wichtig zu wissen, dass die interne Finanzkontrolle selbstverständlich nie Aktivitäten der Finanzverwaltung untersucht. Selbstverständlich werden alle Aktivitäten, welche von der Finanzverwaltung ausgehen und in welche deshalb auch die interne Finanzkontrolle involviert ist, von der externen Finanzkontrolle untersucht. Es ist klar, dass die externe Finanzkontrolle teurer ist als die interne. Wenn zusammen mit der GPK eine Lösung gefunden werden kann, welche trotz Outsourcing billiger ist, ist der Gemeinderat gerne bereit, diese umzusetzen. Übrigens ist es ja auch klar, warum die externe Finanzkontrolle den Vorschlag gemacht hat, das Controlling extern zu vergeben.

Im Rahmen des Projektes 2013 hat der Gemeinderat auf solche Fragen aufmerksam gemacht. Es geht um die Problematik des richtigen Regierens. Das Problem der richtigen Zuteilung besteht nicht nur bei der Finanzkontrolle. Es besteht auch beim Bauinspektorat und der Stadtplanung. Es ist dem Gemeinderat bewusst, dass diese Probleme angegangen werden müssen, insbesondere auch im Hinblick auf den Good-Governance-Gedanken, welchen von der Stadtverwaltung nachgelebt werden soll. Die Frage ist, ob der Stadtrat bereits nach heutigem Kenntnisstand fixieren soll,

wie das künftige System aussehen soll. Wenn der Gemeinderat damit gerechnet hätte, dass die GPK an ihrem Antrag festhält, hätte er sich bemüht, noch mehr Informationen zu liefern, welche auch andere Lösungen aufzeigen würden als die von der GPK auf die Schnelle geforderte. Die angesprochene Frage wird in jedem Fall geprüft. Auch wenn der Stadtrat den Vorstoss als Motion erheblich erklärt, wird es sich der Gemeinderat erlauben, weitere Vorschläge einzubringen. Die Situation ist wesentlich komplexer als im Vorstoss dargestellt. Es ging weder mir noch dem Leiter der Finanzverwaltung je darum, etwas zu beherrschen, Macht auszuüben oder etwas zu vertuschen. Ziel war immer, eine Organisationslösung zu finden, welche der Grösse und den Bedürfnissen der Stadt angepasst ist. Ich bin sehr zuversichtlich, dass diese Problematik im Rahmen des Projekts 2013 gelöst wird. Es ist richtig, diese Abklärungen in diesem Zusammenhang zu machen und der Gemeinderat wird damit anfangen, sobald die politische Struktur definiert sein wird. In den Papieren, welche den Strukturfragen und der Frage zur Aufgabenzuweisung zu Grunde liegen, wurde die Frage nach Good Governance gestellt. Darin enthalten sind die Fragen zur Trennung von Aufsicht und Controlling als auch der Zuordnung des Bauinspektorats. Ich fände es nicht sehr geschickt, wenn sich der Stadtrat bereits heute auf Basis eines ungenügenden Wissensstands auf einen Weg festlegen würde. Der Gemeinderat wird sich zu einem späteren Zeitpunkt, wenn alle Unterlagen vorliegen, wieder zu diesem Thema äussern. Dass Frau Flückiger heute bereits zweimal von der GPK genannt worden ist, zeigt ja, wie unabhängig dieses Organ bereits ist.

Vote

sur la proposition de la Commission de gestion de maintenir la motion

La proposition de la Commission de gestion est acceptée.

231. Motion urgente 20090185, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, "Standard MINERGIE-P® ou MINERGIE-P-ECO® pour la construction du nouveau bâtiment administratif municipal"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion urgente en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Rüfenacht Daphné, Grüne Biel: Der Gemeinderat beabsichtigt grundsätzlich, das neue Verwaltungsgebäude im Minergie-P-Standard zu errichten. Dies ist eine erfreuliche Nachricht. Ein klares Eingeständnis hätte mir noch besser gefallen. Im Minergie-P-Standard zu bauen, muss vor dem Planungsbeginn entschieden werden, denn ökologisches Bauen muss von Anfang an geplant werden. Mit dem Minergie-Standard kann sich die Stadt heute nicht mehr brüsten. Alle technischen Möglichkeiten sollen ausgeschöpft werden, besonders für ein solch einzigartiges Projekt. Die Fraktion Grüne Biel will ein Verwaltungsgebäude mit Minergie-P-Standard ohne Wenn und Aber. Deshalb **halte ich an der Motion fest** und hoffe auf die Unterstützung des Stadtrates.

Löffel Christian, Fraktion Forum: Der Minergie-P-Standard ist der Baustandard der Zukunft. Es ist gut, wenn dieser heute schon umgesetzt wird, da diese Bauweise nachhaltig ist. Die Fraktion Forum unterstützt die Erheblicherklärung als Motion grossmehrheitlich. Der Architekt des Siegerprojektes ging von der Voraussetzung aus, dass der Minergie-P-Standard in den Unterlagen klar definiert war. Herr Thalmann hat mir dies bestätigt. In der Beantwortung des Vorstosses wird darauf hingewiesen, dass eine Umsetzung des Minergie-P-Standards bereits bei der Planung berücksichtigt werden müsse. Dies ist der Fall, das Siegerprojekt geht davon aus. Es gibt keinen Hinderungsgrund, dieser Motion zuzustimmen. Es ist klar, dass dieses Gebäude im Minergie-P-Standard erstellt werden muss. Laut Architekt wäre auch der Eco-Standard möglich, dies wäre das Tüpfelchen auf dem i. Für diejenigen, für welche Minergie immer noch ein Fremdwort ist, möchte ich darauf hinweisen, dass nächste Woche in Bern auf dem Bea expo Gelände die Hausbau- und Minergiemesse stattfindet. Früher war dies die Minergie-Messe, deren erste Ausführung in Biel auf dem Parkplatz des Kongresshauses stattgefunden hat. Wer sich noch weiterbilden will oder ein konkretes Projekt hat, kann nach Bern kommen und sich informieren. Wer ein Eintrittsbillet braucht, kann nach der Sitzung bei mir vorbei kommen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich kann es kurz machen. Die Antwort wurde noch vor dem Wettbewerb verfasst. Nun konnte das Siegerprojekt heute bekannt gegeben werden. Der Leiter Hochbau teilt mir mit, dass im Wettbewerbsprogramm der Minergie-P-Standard angestrebt wird. Gemäss Energieberatungsstelle kann dieser Standard im Siegerprojekt erreicht werden. Also habe ich die Kompetenz des Gemeinderats zu sagen, dass dieser Vorstoss auch als Motion überwiesen werden kann.

Vote

sur la proposition de la motionnaire de maintenir la motion

La proposition de la motionnaire est acceptée.

232. Postulat urgent interpartis 20090188, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, Niklaus Baltzer, SP, Stefan Kaufmann, FDP, Paul Blösch, EVP, Hans-Ulrich Köhli, PVL, "Délégué(e) au développement durable et à l'environnement"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat urgent.

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ich möchte mit einer kleinen Geschichte beginnen. Vorausschicken möchte ich, dass allfällige Gemeinsamkeiten mit lebenden Personen nicht zufällig gewählt sind.

Es gab einmal ein Land, dessen Justizminister keinen Sinn hatte für die Arbeit seiner Ordnungshüter. Natürlich gab es in diesem Land auch Polizistinnen und Polizisten,

welche den zu schnell fahrenden AutolenkerInnen Bussen verteilen. Auch die VelofahererInnen bürsteten sie, wenn sie eine Kreuzung bei Rotlicht überquerten und die Fussgänger, wenn sie betrunken im Verkehr unterwegs waren. Als eine grosse Zeitung dieses Landes den Justizminister zu den Aktivitäten seiner Polizei befragte, sagte dieser, er erachte deren Tätigkeit als reine Geschäftemacherei, sie seien eigentlich völlig unnötig. Es ist vorstellbar, dass es in diesem Land weder um die Motivation der Ordnungshüter noch um die Verkehrssicherheit besonders gut stand.

Item. Das ist keine Märchenstunde, es geht um den Stadtrat und es geht um die Beantwortung des Postulats "Beauftragte / Auftraggeber für Umwelt und Nachhaltigkeit", notabene ein überparteiliches Postulat, welches ein Anliegen aufgreift, das seit Jahrzehnten in dieser Stadt vorgebracht wird. In Biel bestehen keine märchenhaften Zustände, schon gar nicht, was die bisherige Nachhaltigkeitspolitik unserer Regierung betrifft. Dieser Zustand widerspiegelt sich in der Antwort des Gemeinderats. Obwohl er grundsätzlich die Erheblicherklärung vorschlägt, hinterlässt die Argumentation einen zwiespältigen Eindruck. Es werden relativierende und zum Teil irreführende Angaben zum Beispiel zur Rolle der Koordinationsgruppe Umwelt gemacht. Diese leistet knapp die erforderliche Koordination. Führungsarbeit zum Beispiel kann sie keine leisten, was in diesem Bereich aber dringend notwendig wäre. Die bisherige Ausgestaltung der Stelle des Beauftragten für Nachhaltigkeit und Umwelt hat weder von der Einordnung her noch vom Arbeitspensum oder vom ganzen Mecano her die Möglichkeit geboten, das Dossier im gebotenen Mass an die Hand zu nehmen. Die übergeordneten Massnahmen im Umweltbereich werden knapp erfüllt, mehr als ein Genügend kann dafür aber nicht vergeben werden. Tatsächlich kann nur gehofft werden, dass im Rahmen der Strukturreform 2013, vielleicht auch schon vorher, die eine oder andere Massnahme ergriffen wird, welche den Anliegen dieses überparteilichen Postulats Rechnung trägt. Spätestens wenn es darum geht, im Rahmen der Strukturreform 2013 zu schauen, wo und wie die Bereiche Umwelt und nachhaltige Entwicklung strukturiert werden sollen, muss die volle Verantwortung wahrgenommen werden. Diesem Bereich müssen entsprechend die nötigen Ressourcen zugeordnet werden. Die Aufgaben müssen hierarchisch so eingeordnet werden, dass der ganze Bereich funktionieren kann. Auf jeden Fall werden die Unterzeichnenden des Postulats die Entwicklung scharf im Auge behalten und alle Vorschläge zurückweisen, welche Umwelt und nachhaltiger Entwicklung nicht das nötige Gewicht einräumen. Bis dann müssen wir wohl zuschauen, wie der *"Bock als Gärtner seine hoffnungsvollen Pflänzchen zurechtstutzt"*.

Baltzer Niklaus, Fraktion SP: Die Fraktion SP hat sich an diesem Vorstoss beteiligt und ich möchte nicht wiederholen, was Christoph Grupp bereits gesagt hat. Ich möchte jedoch noch eine rhetorische Frage nachreichen. Weiss der Gemeinderat, wie oft er auf das gleiche Anliegen bereits Antwort gegeben hat beziehungsweise wie oft diese Frage im Parlament bereits gestellt wurde? Ich weiss die Antwort nicht, aber Werner Hadorn wird dazu Stellung nehmen. Es wird eine längere Antwort geben, nicht nur einen Satz. In diesem Zusammenhang stellt sich eine Zusatzfrage. Wie kann der Gemeinderat bei dem, was Werner Hadorn sagen wird, die Ernsthaftigkeit seiner Antwort aufrecht erhalten oder zurückgewinnen? Die Fraktion SP unterstützt das vorliegende Postulat.

Hadorn Werner, SP: Ich gebe Antwort auf die Frage von Niklaus Baltzer. Der erste Vorstoss zu diesem Thema verlangte, dass die Stelle eines Stadtökologen geschaffen wird. Dieser Vorstoss war von Hans Müller und datiert vom Oktober 1983. Hans Müller war der erste, der darauf hereinfiel. Der Gemeinderat nahm den Vorstoss zwar an und beantragt dessen Erheblicherklärung, passiert ist aber nichts. Seither passierte das Gleiche zwölf Mal. 1986 verlangte Daniel Andres einen Beauftragten für Umweltfragen, er war der zweite, der hereinfiel. Der Gemeinderat stimmte zu, sagte aber, das Anliegen sei bereits erfüllt. 1987 fragte ich selber, ob der Umweltbeauftragte sanft entschlafen sei. Der Gemeinderat sagte, er habe seine Meinung geändert. Statt eines Fachexperten wolle er eine gemeinderätliche Kommission einsetzen. Der Stadtrat nahm sogar ein entsprechendes Reglement an. Trotzdem passierte nichts. Werner Hadorn war Reinfall Nummer drei. 1990 nahm der Stadtrat eine überparteiliche, dringliche Motion an, welche eine Stelle für einen Umweltschutzbeauftragten verlangte. Die Regierung liess dies kalt, Reinfall Nummer vier. 1991 schlug der Gemeinderat vor, den Umweltschutz bei der MÜRA anzusiedeln. Heute heisst diese MÜVE. Der Vorteil sei, dass dies die Stadt nichts koste. Reinfall Nummer fünf, es passierte nichts. 1993 schlug das Programm zur Effizienzsteigerung der Stadtverwaltung EFA ein Umweltamt vor mit einer kompakten Ablauforganisation zur Bearbeitung von Umweltaufgaben. Mittlerweile verfügte bereits jede mittlere Stadt über eine solche Stelle. Der Gemeinderat sagte, er wolle drei Szenarien verfolgen, erstens einen dezentralen Umweltschutzvollzug, zweitens einen Umweltschutzbeauftragten und drittens ein Umweltamt. Ein Berater empfahl Szenario drei, der Gemeinderat versprach, die Szenarien zwei und drei weiterzuverfolgen. Dies war eine leere Versprechung, Reinfall Nummer sechs. 1994 wählte der Gemeinderat Jürg Scherrer von der Autopartei zum Beauftragten für Umweltschutz. Herr Scherrer profilierte sich im Nationalrat ständig als Umweltgegner. Es war etwa so, wie wenn der Papst zum Beauftragten für Schwangerschaftsabbrüche gemacht würde. Reinfall Nummer sieben. Im gleichen Jahr stellte der Stadtrat Peter Bohnenblust in einem Postulat fest: *"Beim Umweltschutz scheinen die Mühlen in Biel besonders langsam zu mahlen."* Er forderte ein Pflichtenheft und ein Budget für den Umweltschutzbeauftragten. Der Gemeinderat verzichtete darauf, Reinfall Nummer acht. Ebenfalls 1994 beschloss der Gemeinderat, den Umweltausschuss abzuschaffen und die Kommission für Gesundheit und Umwelt aufzuheben. Eine interne Koordinationsgruppe sollte diesen Job übernehmen: Reinfall Nummer neun. 1995 teilte der Gemeinderat mit, der Kollege Scherrer habe seine Aufgabe falsch verstanden. Herr Scherrer gab dies zu, ging aber neuerdings nicht an eine Umsetzung. Reinfall Nummer zehn. 1999 beschloss der Gemeinderat eine Verordnung über die Organisation der Umweltschutzaufgaben. Die Fäden sollten beim Stadtplanungsamt zusammenlaufen. Rausgekommen ist Reinfall Nummer elf. 2007 wurde ein Beauftragter eingesetzt. Er gilt als derart subalternen Sachbearbeiter, dass er im Direktionsorganigramm nicht erscheint. Beauftragt wird ein frustrierter Beamter, welchem ein höherer Job verwehrt wurde und der zwei Jahre später pensioniert wurde. Seine Nachfolgerin verreiste nach einem halben Jahr Untätigkeit nach Kanada. Nun wird wieder ein Nachfolger gesucht.

Herrn Grupp möchte ich sagen, freuen Sie sich nicht zu sehr, dass der Gemeinderat Ihren Vorstoss erheblich erklären lassen will. Zwar wurde nun ein Massnahmenkatalog in Sachen Energiepolitik erstellt und der Zug scheint sich langsam in Bewegung zu setzen. Aber warum bleibt Baudirektor Klopfenstein federführend? Auch er holte sich keine Lorbeeren in grünen Angelegenheiten. Warum

wird das Dossier nicht Barbara Schwickert anvertraut? Erstens ist sie motiviert und zweitens hat sie als Sicherheits- und Energiedirektorin nicht so viel zu tun.
(Gelächter)

Isler Peter, SP: Es ist erstaunlich: dies ist der x-te Vorstoss zu diesem Thema und er ist überparteilich. Herr Grupp, Herr Baltzer, Herr Kaufmann, Herr Blösch und Herr Köhli haben ihn unterzeichnet. Der ganze Stadtrat unterstützt diesen Vorstoss, der Gemeinderat findet ihn nicht wichtig und er will auch nicht schnell darauf reagieren. Es darf auch nicht vergessen werden, dass das Volk Barbara Schwickert in den Gemeinderat gewählt hat, eine Grüne. Ich muss wiederholen, was Werner Hadorn bereits gesagt hat. Das wäre nun wirklich eine Gelegenheit, Kompetenz im doppelten Sinn des Wortes zu schaffen. Erstens verfügt die Regierung über fähige Leute und zweitens könnte sie diesen die Möglichkeit und die Macht geben, etwas zu verändern. Ich möchte empfehlen, dass das Wort Nachhaltigkeit nochmals angeschaut wird. Was bedeutet dieser Begriff eigentlich? Schon der Ausdruck "Beauftragter für Umwelt und Nachhaltigkeit" stimmt ja nicht. "Beauftragter für Nachhaltigkeit" würde eigentlich reichen. Es ist ja bekannt, dass dieser Ausdruck eine gleichwertige Behandlung von Ökologie, Wirtschaft und sozialen Aspekten beinhaltet. Das wäre dann wirklich etwas, das der Stadt etwas bringen würde.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: An sich ist die Antwort des Gemeinderates ja nicht bestritten, deshalb will ich mich nicht lange dazu äussern. Ich möchte aber festhalten, dass die Herren Baltzer und Hadorn recht haben, es handelt sich um eine lange Geschichte. Zur Beruhigung der Gemüter kann ich aber sagen, dass der Gemeinderat lange darüber debattiert hat, wo der Umweltbereich jetzt angesiedelt werden solle. Er kam zum Schluss, dass die Zuordnung zur Bauverwaltung Sinn macht, da es um bauliche Aspekte geht. Das Hauptaugenmerk soll auf Energierichtpläne gelenkt werden. Deshalb ist es sicher auch sinnvoll, dass der Energiebeauftragte Teil der Baudirektion ist. Es käme ja auch niemandem in den Sinn, den Sicherheitsdelegierten bei der Baudirektion anzusiedeln. Gewisse Bereiche und Aufgaben wurden aber zwischen Barbara Schwickert und mir aufgeteilt und wir werden das Umweltdossier gemeinsam bearbeiten.

Die Stelle des Umweltbeauftragten ist ausgeschrieben und soll neu besetzt werden. Ironie des Schicksals, Herr Grupp: die Stelle sollte besetzt werden, aber Ihr Vorstoss hat das ganze verzögert. Es wurde debattiert und ich konnte die Stelle erst wieder besetzen, als klar war, wo der Umweltbereich anzusiedeln ist. Eine gute Kandidatin sagte wegen diesen Unsicherheiten ab. Trotzdem wird die Stelle sicher per Anfang Februar wieder besetzt werden. Es ist richtig, dass es dabei um eine Sachbearbeiterstelle geht und nicht um einen Delegierten. Mit der Strukturreform 2013 kann dies neu beurteilt werden. Deshalb bitte ich den Stadtrat, dem Gemeinderat zu folgen und den Vorstoss als Postulat erheblich zu erklären.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

233. Motion urgente 20090244, Max Wiher, Verts libéraux, "Variantes de raccordement pour l'orientation 0"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion urgente.

Wiher Max, GLP: Die Antwort des Gemeinderates nehme ich etwas enttäuscht, aber nicht wirklich überrascht zur Kenntnis. Eine Grobplanung einer Anschlussvariante für die Stossrichtung 0 hätte andere, sinnvollere Lösungen ermöglicht. Die Fraktion Grünliberale bedauert, dass diese Chance nicht genutzt wurde. Da die Umsetzung der Stossrichtung 0 mit dieser Antwort des Gemeinderates ausgeschlossen werden muss, wird sich die Fraktion Grünliberale im weiteren Verlauf der A5-Debatte dafür einsetzen, dass der Westast so stadtverträglich wie nur möglich ausgeführt wird. Deshalb wird die Fraktion Grünliberale in Zukunft die Stossrichtung 3+ mit zwei statt vier Fahrspuren, zwei überdeckten Halbanschlüssen und dem Porttunnel unterstützen.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Wiher retire son intervention parlementaire.

234. Postulat urgent 20090259, Hugo Rindlisbacher, Groupe UDC/PSL, "Construction bâclée? ou nouvel art selon les normes SIA?"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat urgent et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Rindlisbacher Hugo, Die Eidgenossen: Ich danke dem Gemeinderat für die Beantwortung meines dringlichen Postulats, auch wenn es nach Aussage des Baudirektors einer der unnötigsten Vorstösse war. Im Architekturwettbewerb vom März 2005 ist erwähnt, dass die klare Materialisierung mit betoniertem Sockel und einer Metallhaube aus Stahl bestehe. Dass diese Metallhaube aber aus verzogenem und verbeultem Stahl bestehen würde, stand nirgends. Im Bieler Tagblatt vom 2. Juli 2009 stand, diese Verformungen seien gewollt und das verbeulte Blech gefalle dem Baudirektor. Über Geschmack lässt sich bekanntlich streiten. Die Stadt habe aber nicht 0,8 mm dickes Blech sondern solches mit 1 mm Dicke bestellt. Dies sei an einer Bausitzung vom 10. Juli 2009, also vor Eingabe meines Postulates, festgestellt worden. Durch das dickere Blech sollten die Verformungen weniger stark ausfallen. Dies widerspricht der oberen Aussage. Ich frage mich, weshalb denn weniger Beulen, wenn diese doch so schön sein sollen? Für mich ist auch nicht ganz klar, weshalb das Gerüst abgebaut wurde, wenn bereits klar war, dass die Blechtafeln wieder demontiert und durch dickere ersetzt werden sollten. Deshalb scheint es mir, dass dieses Postulat gar nicht so unnützlich war, wie dies nach aussen hin kommuniziert wurde. Die fehlerhafte Blechdicke wurde in der Zwischenzeit auf Kosten der Baufirma behoben. Nach wie vor sind aber Verformungen, wenn auch in kleinerem Ausmass, vorhanden. Für diejenigen, denen dies gefällt, ist es gut, für die anderen ist es ein

Ärgernis. Wichtig ist, dass die Qualität stimmt. Dies war auch das Ziel meines Postulates. Mit der Erheblicherklärung und der Abschreibung bin ich einverstanden.

Despont Marc, PRR: Je dois quand même protéger notre Directeur des Travaux publics. Lorsque nous avons parlé informellement de cette façade au Conseil de ville, avant que mon collègue Hugo Rindlisbacher dépose son intervention parlementaire, j'étais choqué. Si nous, en tant qu'entreprise de ferblanterie, nous ferions une façade cabossée, nous devrions la démonter, car elle ne correspondrait pas aux normes SIA. J'en ai parlé à Monsieur Klopfenstein, il m'a dit que c'est de l'art et j'en ai pris connaissance. Nous avons discuté de ce sujet dans nos cercles professionnels. Finalement, nous en avons déduit que la façade est en bon état, qu'elle est épaisse et étanche. En conclusion, la halle plaît aux utilisateurs. La Ville a fait une bonne affaire, car c'est une œuvre d'art! Elle l'a eu à un prix très concurrentiel. C'est une belle halle de gymnastique. Le soir, les automobilistes l'éclairent, les lumières jouent sur la façade et c'est vraiment beau. Depuis l'intérieur, les jeux de lumières sont spectaculaires. Nous pouvons en être fiers. La seule petite remarque, que j'ai d'ailleurs déjà faite, est que la Ville n'a pas bien communiqué à la population ce problème, par l'intermédiaire des journaux. C'est ce qui a déclenché notre rire. Merci pour la belle halle.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

235. Motion urgente 20090283, Werner Hadorn, SP, "Une maison-tour sur l'Esplanade"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion urgente.

Hadorn Werner, SP: Natürlich war es mir bereits beim Einreichen meiner Motion klar, dass diese chancenlos ist und zu spät kommt. Die Unterlagen für den Wettbewerb wurden am 30. Juni 2009 verteilt. Mitte September mussten die Projekte von den Architekten eingereicht werden. Ich begreife nicht, weshalb ein Projekt, welches das Stadtbild von Biel für mindestens 50 Jahre prägt, in nur zweieinhalb Monaten erledigt werden muss. Hans Stöckli hat es oft erwähnt, auf dem Gaswerkareal wird ein neues Zentrum entstehen und Biel ist die einzige Stadt in der Schweiz, die diese Chance hat. Weshalb also konnte über die Projekte keine demokratische Diskussion geführt werden? Wenn ich mir vorstelle, wie lange es bei anderen Projekten geht, verstehe ich nicht, weshalb dieses wichtige Vorhaben dermassen gepusht wird. Dazu kommt, dass das Wettbewerbsprogramm sehr rigoros ist. Dies sieht man auch, wenn die neuen prämierten Projekte verglichen werden. Da ist doch nur die Fassade etwas verschieden! Natürlich unterscheiden sich die Projekte in ihrem Innenleben. Ich bezweifle nicht, dass die Lösung des Bieler Büros 0815, was die Innenarchitektur anbelangt, gut ist. Ich mag diesem Büro den Sieg gönnen. Die Antwort des Gemeinderats auf meinen Vorstoss finde ich etwas schnoddrig. Wahrscheinlich war schon klar, dass die Motion keine Chance hat. Das Argument, es sei den städtischen Angestellten nicht zuzumuten, mit Dossiers unter dem Arm Treppen zu steigen, finde ich blöd. Es wurden Vergleiche zum Hochhaus

des Kongresshauses gezogen. Der ganze Komplex des Kongresshauses ist ein Abklatsch des UNO-Gebäudes in New York, welcher Herr Schlup gemacht hat. Es ist die gleiche Struktur: ein Hochhaus und daneben ein Saalgebäude mit einem Hängedach. Es soll doch niemand sagen, dass die Verwaltung der Welt in einem Hochhaus funktionieren soll und die Verwaltung der Stadt Biel nicht. Übrigens sagte Herr Stöckli erfreulicherweise heute an der Pressekonferenz, er sei ja eigentlich auch für ein Hochhaus gewesen.

Mich störte es vor allem, dass diese Sache so durchgepeitscht wurde und der Stadtrat nichts dazu sagen konnte, wie das Projekt aussehen soll. Vielleicht hat der Gemeinderat jetzt Glück gehabt, vielleicht hat er in ein paar Jahren aber auch ein etwas schlechtes Gewissen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Formell lässt sich sagen, dass sich die Sachlage nun geändert hat. Das Siegerprojekt ist gekürt. Deshalb erfolgte der Vorstoss zu spät, das Projekt kann nicht mehr geändert werden und der Vorstoss sollte aus diesem Grund abgelehnt werden. Dies wäre aber etwas einfach. Zum Zeitdruck für dieses ganze Esplanade-Projekt möchte ich mich nicht äussern. Heute war eine grosse Pressekonferenz und ich glaube, das Projekt ist gut aufgegleist.

Es gibt zwei Punkte, auf welche ich als Baudirektor nochmals hinweisen möchte:

1. Ein Hochhaus war gestützt auf den geltenden Zonenplan kaum möglich. Es gibt Richtpläne, welche bis ins Jahr 1996 zurück gehen. Bereits damals rieten Studien von einem Hochhaus ab. Deshalb bestand gar keine Möglichkeit, jetzt noch alles zu ändern. Hinzu kommt, dass das Bieler Volk 2006 eine Zonenplanänderung mit 80% Ja Stimmenanteil angenommen hat. In diesem Zonenplan war ein vertikales Gebäude vorgesehen, aber kein Turm. Müsste jetzt ein Hochhaus erstellt werden, müsste der Zonenplan wiederum geändert werden, was zu Einsprachen führen könnte. Zudem hätte eine solche erneute Zonenplanänderung vor dem Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) kaum Bestand gehabt. Dies ist der formal-juristische Aspekt.
2. Die Verwaltung ist davon überzeugt, dass eine vertikale Lösung besser ist. Auch als Baudirektor gehe ich davon aus, dass es keinen Sinn macht, unsere Stadtverwaltung in einen Turm mit 400 Arbeitsplätzen zu zwingen.

Zusammenfassend gibt es neben der Tatsache, dass der Vorstoss einfach zu spät ist, auch formelle und materielle Aspekte, welche eine Ablehnung des Vorstosses nahelegen. Ich bitte den Rat, diesen Vorstoss abzulehnen.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Es stimmt, dass ich mir im Bereich Esplanade durchaus auch ein Hochhaus hätte vorstellen können. So hätte ein "Twin Tower-Effekt" erzielt werden können.

Ich bin froh, dass Herr Klopfenstein die Planung des Gaswerkareals aufgerollt hat und möchte nochmals darauf zurück kommen. Diese Planung begann 1991. In grossen Prozessen und unter Einbezug der ganzen Bevölkerung wurde die Nutzung des ganzen Gaswerkareals während Jahren vorwärts und rückwärts besprochen. Für diese Planung wurde über CHF 1 Mio. ausgegeben. Sie führte 1995/96 zu einer ersten Überbauungsordnung. In dieser Planungsphase kam nie die Diskussion auf, auf diesem Areal ein Hochhaus zu bauen.

Eine zweite Planungsphase ist nun in Überarbeitung. Deshalb muss ich klar sagen, der Vorwurf, die Esplanade werde durchgeboxt, kann nicht gemacht werden. Die Esplanade ist eine Umsetzung der Bestimmungen, welche mit der Planung 1995 und 2006 definiert wurden. Daraus ergibt sich auch das enge Rahmenkonzept, welchem der Wettbewerb unterzogen wurde. Es stellt sich jetzt heraus, dass eine kleine Anpassung in der zulässigen Höhe gemacht werden muss. Dies aber selbstverständlich nicht im Rahmen eines Hochhauses. Der Gedanke an ein Hochhaus hätte vielleicht aufgenommen werden können, wenn sich das fragliche Gebiet näher am Kongresshaus befinden würde. Daneben gibt es auch Gegner von Hochhäusern. Als die Firma Rolex ein Hochhaus plante, musste bereits ein Hochhauskonzept erarbeitet werden. Hochhäuser sind nicht von allen gern gesehen. Im Wettbewerbsverfahren gab es drei Hochhausprojekte. Es war sehr interessant festzustellen, dass niemand in der Jury ein Hochhaus in diesem Gebiet weiter in die Überlegungen einbeziehen wollte. Es bestand die Angst, dass ein zu auffälliger Bau auf der Esplanade die Einzigartigkeit des Kongresshauses in Frage stellen würde. Ein Grossteil der Jury wollte dies verhindern. Ein Hochhaus in der unmittelbaren Umgebung der Esplanade hätte zusätzlich zu Konflikten geführt.

Das Anliegen meiner Intervention ist, dass nicht der Eindruck erweckt wird, das Wettbewerbsverfahren sei "husch husch" durchgeführt worden. Es war ein langer Prozess, welcher schweizweit grosse Anerkennung fand, indem Biel der nur alle vier Jahre vergebene Preis des SIA der Stadt Genf für die Planung im Kongresshausareal überreicht wurde.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

236. Interpellation 20090071, Commission des sports, "Les sociétés sportives disposeront-elle à tout moment de suffisamment d'installations extérieures durant les futurs travaux de construction et de transformation?"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

L'interpellante n'est pas satisfaite de la réponse

Wiederkehr Martin, SP: Ich bin von der Antwort des Gemeinderates nicht befriedigt. Alles ist im Fluss, viele Trainingsanlagen sollen verändert werden. Spielfelder werden verschwinden und Neubauprojekte sind am Entstehen. Auf den Baubeginn hat der Gemeinderat zum Teil Einfluss, zum Teil nicht. Eines ist klar: die vier neuen Trainingsfelder werden frühestens 2013 oder 2014 verwirklicht. In der Antwort wird jedoch darauf hingewiesen, dass bereits 2010, also nächstes Jahr, das eine oder andere Trainingsfeld verschwindet. Die Anlagen werden reduziert. Auf meine Frage: "Welche Massnahmen...?" gibt der Gemeinderat nur die Antwort: "Die entsprechenden Massnahmen...". Eine deutliche Antwort, die nicht befriedigend sein kann. Im Weiteren gibt der Gemeinderat zu, "*dass es (...) durchaus Einschränkungen geben wird*" und spricht von einem worst-case Szenario. Es gibt aber keine Antwort und keine Planung dazu, wie dieser worst-case vermieden werden könnte. Der

Gemeinderat schreibt, dass Einschränkungen "über eine gewisse Zeit" unumgänglich seien. Handelt es sich dabei um drei, vier oder fünf Jahre? Auch das geht aus der Antwort nicht hervor. Mit welchen Einschränkungen rechnet der Gemeinderat? Welche Vereine werden betroffen sein? All die Vereine, die in Biel wöchentlich, zum Teil täglich trainieren, werden im Regen stehen gelassen. Die Antwort ist nicht befriedigend. Ich erwarte vom Gemeinderat, dass er zügig daran geht, die Sportvereine und auch den Stadtrat darüber zu informieren, was passiert, wenn die bestehenden Trainingsplätze verschwinden, bevor Ersatz vorhanden ist. Dies kann nicht sein. Die Vereine, die Jugendlichen und die Erwachsenen brauchen diese Trainingsmöglichkeiten. Besten Dank für das Verständnis.

Linder Fiorella, FDP: Ich möchte meinen Vorredner ganz klar unterstützen. Die Antwort des Gemeinderates ist nicht befriedigend. Es ist klar, dass durch die erwähnten Engpässe Probleme für unsere Clubs entstehen werden. Zwei Innenstadt-Clubs, der FC Biel und der FC Azzurri, haben alleine 30 Mannschaften, welche zwischen zwei und vier Mal pro Woche trainieren müssen. Biel wünscht sich den Liga-Erhalt und eine hohe Sportqualität. Deshalb muss die Stadt gute Alternativen anbieten, Lösungsansätze, welchen man ansieht, dass etwas Seriöses im Tun ist.

Ich möchte noch fragen, ob mit umliegenden Gemeinden bereits abgeklärt wurde, ob dort vielleicht noch Plätze zugemietet werden könnten. Dies wäre sicher auch günstiger, als eine provisorische Lösung zu bauen.

Stöckli Hans, Stadtpräsident: Ich bin etwas überrascht über die vehemente Reaktion der Sportkommission. Eigentlich ist es ja so, dass das Problem entsteht, weil viele neue Sportanlagen gebaut werden sollen. Entsprechend müsste die Sportkommission vorerst froh sein um das Engagement des Gemeinderates, des Stadtrates und des Volkes. Es ist ja klar, dass während der Zeit, in welcher Neues gebaut wird, gewisse Einschränkungen nötig werden. Wenn ein Parkhaus gebaut wird, kann halt dort, wo die Baustelle steht, während der Bauzeit nicht mehr parkiert werden. So wird es auch bei den Sportanlagen der Fall sein. Ich bin sehr froh, dass im Moment allen Sportvereinen, welche eine Anlage benötigen, eine solche zur Verfügung steht. Dies sind sehr viele, wenn man weiss, wie viele Fussballplätze in der Stadt zur Verfügung gestellt werden. Frau Linder, Ihren Vorschlag finde ich hervorragend. Das Problem ist nur, dass das Gegenteil der Fall ist: fast die Hälfte all jener, welche unsere Sportanlagen benutzen, kommen gar nicht aus Biel. Sie kommen aus den Vorortsgemeinden in unsere Clubs. Gerne nehmen wir Ihren Gedanken auf. Vielleicht gibt es eine ähnliche Lösung wie bei den Schützenvereinen, dass ein Teil unserer Sportclubs dorthin zurückgeführt werden kann, wo ein Teil ihrer Mitglieder auch herkommt. Spass beiseite. Es ist uns ein grosses Anliegen, dass die Clubs trotz Um- und Neubau trainieren können. Im Rahmen der Neuaushandlung der Verträge mit der Stiftung Previs im Gygaxareal konnte sichergestellt werden, dass die Überbauung des Gygaxareals durch die Stiftung Previs so gestaltet wird, dass der Fussballplatz erst am Schluss dran kommt. So gewinnt die Stadt ein paar Jahre, während welchen diese Sportanlage noch genutzt werden kann. Dies vermindert den Druck. Selbstverständlich wird der Gemeinderat auch mit jenen Unternehmungen sprechen, welche Sportplätze überbauen wollen. Sobald klar ist, wann sie dies tun wollen, müssen Ersatzmassnahmen gesucht werden. Der Gemeinderat hat einige Wege angetönt. Ein Weg wäre, die Planung der im Madretschried vorgesehenen Fussballanlagen vorzuziehen. Ein weiterer Weg wäre, im Bözingenfeld vis-à-vis des

Gebietes, auf welchem die Sportanlagen gebaut werden sollen, eine solche Fussballanlage zu erstellen. Aber so lange das Programm für den Neubau der Sportanlagen noch nicht klar ist, wird die Stadt nicht tätig. Sicher ist es auch im Interesse des Stadtrates, wenn die vorhandenen Mittel gezielt eingesetzt werden. Das einzige, das ich sagen kann ist, dass der Gemeinderat alles daran setzen wird, um die voraussichtlichen Einschränkungen in einem akzeptablen Mass zu halten. Die Clubs sollen nicht in allzu grosse Schwierigkeiten gebracht werden. Es gibt eine grosse Sportlobby und der Gemeinderat tut gut daran, den Stadtrat nicht unnötig zu beunruhigen.

Despont Marc, PRR: Si on arrive dans un "Engpass" au niveau des terrains de sport, ce n'est pas en raison des sportifs qui ne veulent plus de terrain. Je suis content, que le Maire ait rectifié avec justesse, que l'Aire Gygax sera construite et que cela concerne aussi l'aire à la Jakob-Strasse, où il y a eu un échange de terrain avec l'entreprise Habegger. Ce sont les constructions qui gênent le sport. Mais, je constate que le Conseil municipal se donne de la peine afin de trouver une solution.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Il n'y a plus d'intervention. Nous interrompons ici les débats et les reprendrons lors de la séance double du mois de décembre. Bonne fin de soirée.

237. Nouvelles interventions

- | | | |
|-----------------|---|-------------------|
| 20090381 | Motion urgente Claire Magnin, Groupe Verts Bienne
Crèche à l'Esplanade !
Eine Krippe auf der Esplanade! | BSK
BAU |
| 20090382 | Dringliche Interpellation Dana Augsburger-Brom, Fraktion SP
Durchgehende Öffnungszeiten der Bars im Gebiet Kontroll- und Schöni-Strasse
Heures d'ouvertures des bars sans interruption dans le secteur de la rue du Contrôle et de la rue Schöni | SID |
| 20090383 | Motion Patrick Calegari, Fraktion SVP plus
Umorganisation der Verkehrsführung im Plänkequartier / Zentralstrasse
Réorganisation du sens de la circulation dans le quartier de la Plänke / rue Centrale | BAU |
| 20090384 | Motion Pablo Donzé, Groupe Verts Bienne
Ville propre, même lors de grandes manifestations !
Saubere Stadt, sogar bei grossen Anlässen! | BAU |
| 20090385 | Postulat Dana Augsburger-Brom, Fraktion SP
Planung einer korrekter Entsorgung für quecksilberenthaltende Stromspar-Lampen
Planification d'un enlèvement correct pour les lampes économie d'énergie contenant du mercure | BAU |
| 20090386 | Postulat Hanspeter Habegger, SVP
Schüssbrücke Bözingen / Bushaltestelle / Velo
Pont sur la Suze à Boujean / Arrêt de bus / Vélos | BAU |
| 20090387 | Interpellation Werner Hadorn, Fraktion SP
Spezialfinanzierung Luftreinhaltung
Financement spécial pour le maintien de la pureté de l'air | SID |
| 20090388 | Interpellation Hugo Rindlisbacher, Fraktion SVP plus
129 leerstehende Parkplätze, trotz Parkierungsnotstand
129 places de stationnement vacantes, malgré l'état de nécessité de stationnement | BAU |
| 20090389 | Interpellation Andreas Sutter, Fraktion SVP plus
Der öffentliche Raum als Baumusterzentrale?
L'espace public en tant que centrale de prototypes de construction ? | BAU |

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.20 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Olivier Ammann

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof